

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS L'AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le samedi 17 novembre 1928, à 14 heures

PAR

Jean-Baptiste de SEVELINGE

Président : M. OUALID.

Suffragants { M. PERREAU, professeur.
M. HITIER, professeur.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS 5^e

1928

**LES ALLOCATIONS FAMILIALES
DANS L'AGRICULTURE**

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS L'AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le samedi 17 novembre 1928, à 14 heures

PAR

Jean-Baptiste de SEVELINGE

Président : M. OUALID.

Suffragants { M. PERREAU, professeur.
M. HITIER, professeur.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS 5^e

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Dans une circulaire du 4 septembre 1923 le Ministre du Travail donne la définition suivante des allocations familiales : « Ce sont des sommes versées, en dehors des salaires, par les employeurs à leurs ouvriers et employés à raison de leurs charges de famille. A cette prestation, que l'on peut appeler fondamentale, s'ajoutent parfois des prestations complémentaires : primes d'accouchement, primes d'allaitement, etc..., mais l'allocation périodique, variable d'après le nombre des enfants, reste l'allocation familiale essentielle ».

D'une manière plus précise peut-être, l'on peut définir les allocations familiales : une rémunération supplémentaire attribuée à un salarié, indépendamment de la valeur et de la qualité de son travail, mais en raison de ses charges de famille. Il faut insister sur le mot supplémentaire qui est la qualité de la rémunération car autrefois on employait d'une manière impropre le mot sursalaire. Comme

l'écrit Monsieur Brillaud de Laujardière (Directeur du Syndicat central des Agriculteurs de France) : « Il ne s'agit pas d'un salaire, de la rémunération d'un travail, mais d'une libéralité basée sur un sentiment d'équité » (1). C'est pourquoi l'appellation de sursalaire doit disparaître. La conception d'un salaire social vient ici compléter celle de salaire économique.

Dans une brochure publiée à Genève sous les auspices du Bureau International du Travail « Les Allocations familiales », (1924), il est dit que les déterminations des salaires reposent sur deux principes quelque peu contradictoires : « à travail égal, salaire égal » et « à chacun selon ses besoins ». L'application du premier de ces principes ressort d'un simple examen des méthodes de rémunération. Sous le régime industriel actuel, l'ouvrier reçoit, en échange de son travail, un salaire calculé en général au temps ou aux pièces ; il est rémunéré soit en proportion du temps qu'il consacre au travail (à l'heure, à la journée, à la semaine, etc...) soit en proportion du rendement de son travail. Ces systèmes de paiement qui étaient presque universellement appliqués avant la guerre et qui prédominent encore ne tiennent pas compte directement des besoins individuels de l'ouvrier. En effet des barèmes de salaires identiques sont appliqués aux ouvriers d'une même catégorie, dans un établissement ou une région donnée ; sans égard aux

(1) BRILLAUD DE LAUJARDIÈRE : « Les allocations familiales en agriculture ». Paris. Syndicat Central des Agriculteurs de France.

charges de famille ou aux conditions particulières à chacun. Car si les salaires calculés ainsi peuvent suffire à faire vivre une famille nombreuse, il peut arriver aussi qu'ils ne répondent même pas aux besoins d'une famille normale. D'après le second principe, le salaire doit varier avec les besoins de la famille ouvrière, de façon à lui assurer un niveau de vie convenable.

A notre sens, la formule « à travail égal, salaire égal » doit rester la base de la rémunération des travailleurs, car elle est conforme au sentiment de justice inné au cœur de tout homme qui vient en ce monde, mais elle doit dans une certaine mesure être complétée par la formule « A chacun selon ses besoins ». Et c'est là l'objet même des allocations familiales.

Sans être trop pessimiste, l'on peut, croyons-nous, tenir pour certain que, actuellement, le salaire normal et courant suffit à peine à faire vivre un ouvrier, sa femme et deux enfants. A Paris, dans le Bâtiment et les Travaux Publics, le Patronat a dressé le budget d'un travailleur qualifié. En recettes il se chiffre à 9.000 francs environ. En dépenses, pour un ménage de deux personnes, à 8.130 francs ainsi répartis :

Alimentation (le mari déjeûnant dehors) soit

10 francs 3.630 frs

Habillement 900 frs

Blanchissage, ménage, bains, coiffeur 500 frs

<i>Logement</i>	700 frs
<i>Chauffage, éclairage</i>	200 frs
<i>Transports</i>	180 frs
<i>Dépense du mari</i> (300 déjeuners à 4 frs)	1.200 frs
<i>Journal, tabac, petites sorties du ménage</i> (0 fr. 80 par jour)	300 frs

Notons qu'il n'a rien été compté pour les dépenses d'installation du ménage ni pour les frais de médecin ou de pharmacien. Et voici la conclusion du Patronat: « Ainsi, avec une vie très modeste, nous trouvons que le ménage, sur une recette de 9.000 frs, dispose de 870 frs environ au moyen desquels il aura à amortir les dépenses d'installation (meubles achetés à crédit, etc...) à moins qu'il ne soit logé dans un hôtel meublé, comme ce terrassier que nous avons trouvé dans le 13^e arrondissement et qui payait 30 frs par semaine soit 1.500 frs par an pour une chambre malpropre et plus que sommairement meublée.

Le travail de la femme, à raison de 10 francs par jour, peut apporter l'aisance dans le ménage et aussi, il faut l'avouer, la satisfaction de certains appétits de bien-être ou de plaisir auxquels il est difficile de résister. Qu'un ou deux enfants surviennent et la situation se modifie puisqu'à une cause nouvelle de dépenses s'ajoute une diminution de recettes provenant de la nécessité pour la femme, au moins dans les premiers mois, de garder et de soigner les enfants. La crèche ou la garderie lui offre pour eux un abri pendant

qu'elle travaille, mais dans bien des cas, la fatigue arrive, le chômage, les maladies des petits ou du mari, qui rendent de plus en plus précaire le supplément de ressources qu'elle apportait par son travail. Cependant les dépenses grandissent en même temps que les enfants surtout pour l'alimentation et l'habillement. En supposant que le logement de deux pièces soit suffisant, il ne reste pas moins qu'il faudra augmenter l'article nourriture d'au moins 5 frs par jour et par enfant, soit 3.000 frs pour deux enfants et 150 frs par an pour les vêtements de chacun. Notre total de dépenses passe donc de 8.130 frs à 11.130 frs et le budget n'est plus en équilibre ». (2).

Voilà donc, d'après le Patronat même, une industrie fortement syndiquée et qui passe pour bien rémunérée, dans laquelle les salaires ne peuvent même pas faire vivre une famille de deux enfants. (3).

Les allocations familiales apparaissent comme un correctif approprié à cette lamentable situation puisqu'elles tendent à augmenter le salaire de base avec les charges de famille. Quelle est donc l'origine de ces allocations familiales ?

(2) « *Les Œuvres sociales du Bâtiment et des Travaux publics* ». Rapport présenté par M. DULAC, président de la Chambre Syndicale de peinture. 1925. — Ces chiffres dressés en 1925 représentent encore sensiblement le coût actuel de la vie.

(3) On a prétendu que la doctrine de Ricardo, relativement au salaire, ne serait plus exacte depuis la guerre. Ce fait tendrait à le prouver.

Il est assez difficile de le dire. Les uns ont prétendu qu'elles remontaient à Nerva et à Trajan, surtout « Nerva, par esprit de bienfaisance et encore plus par raison d'Etat (il s'agissait de combattre la dépopulation croissante de l'Italie et de faciliter le recrutement de l'armée) avait résolu d'aider pécuniairement les habitants de la Péninsule à élever leurs enfants. Trajan réalisa l'idée et en systématisa l'application. Deux inscriptions capitales, l'une de Veleia (au sud de Plaisance), l'autre en pays des Ligures Naebiani (région de Bénévent) nous font connaître l'ingénieux mécanisme de l'opération. Le Trésor consentait des prêts aux propriétaires d'Italie contre un intérêt modique, 5 % au maximum, parfois même la moitié, les intérêts ainsi perçus constituaient la dotation d'une Caisse spéciale, la Caisse alimentaire chargée de la répartition entre les parents des enfants assistés proportionnellement au nombre de ces derniers ». (4).

D'autres ont soutenu qu'elles étaient nées du régime des corporations : Celles-ci versaient en effet des secours à leurs membres chargés de famille. D'autres y ont vu un corollaire de la doctrine scolastique du juste salaire, solen-

(4) M. BONVOISIN, directeur du Comité central des Allocations familiales. — Rapport au V^e Congrès National. — Rouen, 8-20 juin 1925.

Au cours de ce travail, nous aurons à citer maintes fois le Comité central des Allocations familiales, 31, rue Guyot, Paris (17^e). De suite, puisque c'est la première fois que nous avons recours à ses documents, nous devons faire mention du très bienveillant accueil que nous y avons reçu et des nombreux renseignements qui nous y ont été communiqués.

nellement reprise par Léon XIII dans l'Encyclique « Rerum Novarum ». Il est certain que de temps immémorial et pour des motifs divers : charité, patriotisme, égoïsme peut-être, l'on s'est préoccupé du sort des familles nombreuses. Les gouvernants ont même souvent eu une politique de la natalité. Mais de là à dire que dans le passé l'on a connu les allocations familiales sous leur aspect actuel, il y a peut-être quelque témérité.

L'institution s'est, semble-t-il, précisée au Val-des-Bois en 1854 ; à cette date M. LÉON HARMEL créa la Caisse des familles dont l'objet est le versement d'allocations familiales à son personnel. Il était alloué aux ouvriers chargés de famille un sursalaire de 60 centimes par jour et par enfant.

En 1862, Napoléon accorda aux marins, jusqu'au grade de quartier-maître, une allocation de 10 centimes par jour et par enfant de moins de 10 ans, à la condition que, inscrits maritimes, ils justifient de plus de cinq ans de services.

A partir de ce moment, c'est l'Etat qui prend la tête du mouvement ; de nombreuses lois se succèdent, étendant successivement le bénéfice des allocations à diverses catégories de fonctionnaires. Le 9 avril 1917 ces lois éparses sont condensées dans un texte unique ; désormais tous les fonctionnaires sont admis au bénéfice des allocations familiales. Les départements, les villes importantes, les établissements publics. Les services concédés suivent souvent cet exemple.

L'industrie proprement privée ne reste pas en arrière, depuis la Caisse du Val-des-Bois dont nous venons de parler nous avons à citer les syndicats mixtes du Nord qui accordent, vers 1890, des primes de natalités à leurs membres ouvriers. Nous verrons par la suite que l'agriculture pourrait imiter cet exemple et se servir de syndicats agricoles déjà existant en leur adjoignant, en service annexe, la recette et la répartition des allocations.

En dehors de l'industrie, l'institution des allocations est appliquée vers 1910 dans les banques et les assurances.

La guerre popularisa l'idée et la pratique des allocations, et depuis 1914 le nombre des ouvriers touchant des primes, augmenta considérablement. Ce fut la région de Grenoble qui commença en 1916 et qui la première créa ce qu'on appelait alors les « Caisses de compensation des indemnités et allocations de famille ». La pratique se généralisa et voici les résultats auxquels on arrive : « De 6, au 1^{er} janvier 1920, le nombre des Caisses de Compensation est passé à 218 en 1928, groupant près de 20.000 employeurs et plus d'un million et demi de salariés. Dans le même intervalle, le montant des prestations annuellement versées croissait de 4 à 260 millions de francs. A l'exemple des adhérents des Caisses, les Administrations publiques et les plus importantes des entreprises privées ont tenu à faire bénéficier leur personnel d'allocations pour charges de famille. En tenant compte de ces imitations isolées, c'est une somme annuelle de 1.476.000.000 de francs qui, en 1927, aura été

répartie sur une population totale de 3.862.000 salariés ». (5).

En 1926 il y avait 210 caisses de compensation répartissant 230.000.000 de francs d'allocations familiales entre 1.420.000 salariés. En 1927 il y avait 218 caisses distribuant 260.000.000 de francs entre 1.500.000 travailleurs ; c'est ce qui permettait à M. Bonvoisin de dire dans son Rapport au VIII^e Congrès National des Allocations familiales tenu à Lyon en mai 1928 : « La modestie relative de ces résultats ne saurait surprendre un auditoire aussi averti que le vôtre ; vous savez que, depuis longtemps déjà, la plupart des grandes exploitations industrielles, commerciales et agricoles pratiquent les allocations familiales... que... le résultat soit positif... c'est la preuve d'une accélération dans la cadence des progrès auxquels nous sommes accoutumés. C'est là le fruit d'une opiniâtreté dont il me sera permis de dire que le mérite augmente avec la durée, c'est en même temps l'indice d'une pénétration plus profonde, dans la conscience publique, des principes sur lesquels est basée notre action ».

L'examen des chiffres cités plus haut a permis de qualifier de prodigieux l'essor pris par l'institution des allocations familiales. Peut-être y a-t-il là quelque excès. D'une part, les chiffres que nous venons de citer ne représentent qu'un pourcentage assez faible des salaires payés. De

(5) « Allocations familiales et Caisses de Compensation ». Brochure éditée par le Comité central des Allocations familiales.

l'autre on doit dire que les allocations ne constituent qu'une atténuation et non point une compensation des charges de famille. Enfin il faut remarquer que ce sont surtout les versements de l'Etat qui grossissent ces chiffres.

Malgré tout, ces chiffres sont dignes de respect. Dans quelle mesure l'apport de l'agriculture y contribue-t-il ? Pour répondre à cette question nous chercherons dans le rapport que M. Marc Duval-Arnauld (6) a présenté au VIII^e Congrès National des Allocations familiales, à Lyon, le 14 mai 1928, les chiffres relatifs à l'agriculture. Il y est dit qu'en 1926, il a été distribué par les Caisses agricoles pour 1.430.317 francs et en 1927 pour 1.826.734 francs d'allocations familiales. (7).

Si nous comparons ces chiffres avec ceux précédemment cités concernant l'ensemble des Caisses du territoire nous constatons qu'en 1926 pour 230.000.000 de francs d'allocations distribuées par toutes les caisses, les Caisses agricoles ont payé pour 1.430.317 francs soit la 160^e partie du total. Et en 1927 pour 260.000.000 de francs d'allocations pour l'ensemble du territoire les Caisses agricoles ont distribué 1.826.734 francs, soit la 140^e partie du total ce qui

(6) M. Marc DUVAL-ARNOULD est directeur adjoint de la Caisse Mutuelle d'allocations familiales de l'Union des Syndicats de l'Aisne.

(7) Ce rapport nous a été communiqué par l'Office central de la Mutualité agricole (8, rue d'Athènes, à Paris). Et nous sommes heureux d'adresser nos remerciements à l'Union régionale des Syndicats agricoles de l'Ile de France, 8, rue d'Athènes, Paris 9^e, pour son amabilité à notre égard et pour les documents qu'elle nous a fait tenir.

est un léger progrès d'une année à l'autre. Cependant dans cette branche de la production, on voit que le système des allocations familiales est encore tout à fait à ses débuts et qu'il n'a pas jusqu'ici de résultats sérieux à son actif. D'où le problème suivant qui s'impose immédiatement à l'attention.

Pourquoi dans l'industrie et dans le commerce les allocations ont-elles pris un développement important ? Et pourquoi n'en a-t-il pas été de même dans l'agriculture ? Les résultats si dissemblables sont-ils dûs à des raisons d'ordre permanent ou au contraire à des raisons d'ordre temporaire. Bref y a-t-il quelque chose à faire en Agriculture ? Avant d'aborder de front ce sujet nous devons examiner le but des allocations familiales, ce à quoi elles sont utiles. Puis nous verrons, chiffres à l'appui, que les allocations réussissent dans l'industrie et le commerce et échouent dans l'Agriculture. Nous essaierons de rechercher les causes de cet échec et nous étudierons en détail le fonctionnement des quelques Caisses agricoles qui existent.

Enfin pour terminer, nous exposerons un projet d'organisation, dans l'agriculture, du système des allocations familiales.

CHAPITRE PREMIER

**Les idées auxquelles ont obéi les promoteurs
de l'institution des allocations familiales**

Les raisons du succès des allocations familiales dans l'industrie et le commerce sont multiples et, jusqu'à un certain point, contradictoires. L'intérêt personnel et la philanthropie trouvent également leur compte dans les allocations familiales. Par exemple, la Caisse de Compensation du bâtiment et des Travaux Publics de Paris s'est créée en avril 1920 lorsque les ouvriers de ces industries demandaient un salaire horaire de cinq francs, ce qui risquait d'arrêter pour longtemps la construction déjà si compromise par le prix élevé de la main-d'œuvre et des matériaux. Il s'agissait donc d'empêcher une hausse générale des salaires, en faisant la part du feu, c'est-à-dire en allouant des indemnités à ceux qui étaient chargés de famille, de telle sorte que les célibataires ne reçoivent pas plus que leurs besoins et que les pères de famille ne manquent pas du nécessaire. On part de l'idée plus ou moins consciente d'un certain fonds consacré aux salaires, le problème rési-

de en ceci : l'aménager au mieux des intérêts des patrons, des ouvriers, et de la communauté. « En théorie, lit-on dans l'opuscule déjà cité, paru à Genève, page 24, le principal but visé, consciemment ou non, par les employeurs qui appliquent le système des allocations familiales, est d'obtenir une distribution meilleure de la partie du revenu national qui constitue la rémunération de la main-d'œuvre salariée. La question ne se pose pas de savoir si le total des sommes payées à titre de salaires représente un montant équitable, et il ne s'agit pas non plus de déterminer dans quelle proportion le produit de l'industrie devrait aller à la main-d'œuvre.

Le problème à résoudre est le suivant : « Comment convient-il de répartir la somme actuellement payée à titre de salaires en vue d'obtenir au point de vue social les meilleurs résultats ? ».

C'est certainement en répartissant ce montant proportionnellement aux besoins familiaux, plutôt qu'en le distribuant également suivant les diverses catégories d'ouvriers » (8). Une analogie, qu'on nous permettra d'indiquer en passant, peut-être présentée à l'esprit. Depuis J.-J. Rousseau (et peut-être déjà avant) l'on tient pour acquis que la souveraineté réside dans le peuple. Mais ceci posé on essaye de l'organiser et alors se présentent les formules les plus variées : suffrage direct, suffrage indirect, suffrage

(8) Bureau International du Travail : « Les Allocations familiales », Genève 1924.

censitaire, suffrage universel, vote multiple, vote plural, vote familial. Ce dernier système, dont un député de l'Orne s'est fait le champion, M. Roulleaux-Dugage, se rattache, quoique dans un tout autre domaine, aux mêmes idées que les allocations familiales. On estime que le chef de famille, outre sa valeur économique, qui peut-être égale, inférieure ou supérieure à celle d'un célibataire, a une valeur sociale propre dont il y a lieu de tenir compte. Ce point de vue est celui des écrivains catholiques, par exemple d'Albert de Mun, mais on le trouve aussi sans cesse sous le plume d'Henry Ford. « Le producteur n'est pas seulement un individu c'est un citoyen qui contribue à la prospérité de la nation. C'est le chef d'un ménage. C'est souvent un père de famille et il faut que sur son salaire, il élève ses enfants et en fasse des citoyens utiles. Tout celà doit entrer en ligne de compte ». (1)

Une objection se présente ici qui a été souvent développée dans les Congrès ouvriers : est-ce bien au patronat à payer cette valeur sociale de l'ouvrier chargé de famille ? N'est-ce pas plutôt à la Nation ? En janvier 1923, le Congrès de la Confédération Générale du Travail vota la motion suivante : « Le Congrès considère que l'aide aux familles nombreuses, l'institution d'allocations en cas de naissance et pour l'allaitement constituent des services sociaux que la collectivité a le devoir d'organiser au même titre

(9) Henry Ford : « Ma vie et mon œuvre », page 141 (Payot 1925).

que la protection contre le chômage, la maladie, l'invalidité ou la vieillesse... Il réclame l'organisation, par la collectivité nationale, de l'aide efficace aux familles nombreuses, sous la forme d'allocations familiales, d'allocations à la naissance et de primes d'allaitement. Les charges résultant de ce service devront être couvertes par des contributions obligatoires des employeurs et des contributions de la collectivité. La gestion de ces fonds et la répartition des allocations devront être confiées à des comités officiellement désignés et comprenant des représentants élus par les différents intérêts en présence. Ces allocations qui constituent un droit social doivent être complètement indépendantes du travail. Elles ne doivent pas être soumises à ses fluctuations : la maladie, le chômage sous toutes ses formes ne doivent pas avoir pour conséquence d'en priver la famille bénéficiaire ». (10)

Dans une certaine mesure, cette conception nous paraît fondée ; le Patronat profite des familles nombreuses, puisque la main-d'œuvre s'y alimente avec moins de frais, mais la Nation en profite aussi. L'Etat l'a d'ailleurs compris et il a toute une politique de faveur pour les familles nombreuses. Mais actuellement par suite de la guerre et de ses conséquences, ses finances sont obérées et il est difficile qu'il consacre des sommes importantes à de nouvelles œuvres sociales, si intéressantes qu'elles puissent être. Mo-

(10) La Voix du Peuple. Février 1923. Paris.

mentanément du moins, il paraît plus sage de laisser les allocations à la charge du Patronat.

D'autant que beaucoup d'employeurs croient que, même du point de vue économique, l'ouvrier père de famille est d'un rendement meilleur que le célibataire. Le rédacteur de l'*Opuscule de Genève* écrit que « les ouvriers pères de famille sont considérés par beaucoup d'employeurs comme les plus ponctuels et les plus consciencieux » (11), c'est notamment l'avis de Henry Ford dont l'expérience personnelle n'est pas négligeable. Il est évident que dans la limite où ces constatations sont exactes, le fardeau des allocations familiales doit peser sur les épaules des patrons et non de la Société.

La redistribution du fonds des salaires que constituent les allocations familiales ne s'est généralisée que depuis quelques années. Sous quelles influences ?

Un fait est tout d'abord certain ; on sait que, pendant la guerre, les divers Etats, notamment la France, ont versé des allocations aux familles des soldats et marins mobilisés. Ces allocations étaient naturellement variables avec les charges de famille des personnes sous les drapeaux ; exemple déterminant, semble-t-il, dans le développement de l'institution que nous étudions ici. C'est l'opinion du Rédacteur de la brochure de Genève : « Le paiement d'allocations aux familles des soldats et marins a influé sur le

(11) Bulletin International du Travail : « Les Allocations familiales ». Genève 1924. Op. cit. p. 18.

développement des systèmes d'allocations familiales à la main-d'œuvre industrielle » (12).

Autre fait également décisif : pendant la guerre, dans tous les pays belligérants : France, Angleterre, surtout Allemagne, les gouvernements, pour des motifs d'ordre divers, crainte de la famine, nécessité de réduire les dépenses, impossibilité de faire autrement, ont été contraints de pratiquer une politique de cartes et de rationnement. Or, comme on l'a dit « aucun contrôleur de vivres ne pouvait songer à attribuer à tous les ménages, une même ration de pain, sans tenir compte du nombre de bouches à nourrir » (13). « La pénurie de vivres, lit-on encore dans l'opuscule du B. I. T., pendant la guerre, fit ressortir davantage la vérité du principe de solidarité sociale d'après lequel la famille nombreuse ne peut être condamnée à mourir de faim sous le prétexte que le salaire de son chef est insuffisant » (14).

D'autres considérations ont encore joué un rôle. Les employeurs espéraient que les conditions anormales nées de la guerre quant à l'élévation du prix de toutes choses, et notamment de la main-d'œuvre, ne seraient que temporaires, et ils s'efforçaient, tout en tenant compte du coût de l'existence, de ne point incorporer les majorations dans les

(12) B. I. T.: « Les Allocations familiales ». Genève 1924. Op. cit. p. 9 en note.

(13) Equal Pay and the Family. Londres 1920.

(14) B. I. T.: « Les Allocations familiales ». Genève 1924, Op. cit. p. 9 en note.

salaires. Ils préféreraient y adjoindre des indemnités de vie chère, plus souples et plus faciles à supprimer en cas de baisse des prix. On sait assez que ces espérances ne se sont point réalisées et que devant un provisoire qui tend à devenir permanent, la question se pose toujours de l'incorporation des hausses dans le salaire même ; c'est ce qui a été déjà décidé en Belgique, il y a quelques années, où les salaires varient selon les nombres-indices du coût de la vie, du moins en ce qui concerne les fonctionnaires et assimilés.

Parmi les protagonistes du système des allocations familiales, beaucoup y voyaient un moyen de lutter, soit contre la dénatalité, soit contre la mortalité infantile. L'allocation, disait-on, tend à lever « la barrière économique dressée devant la famille nombreuse ». Mais c'est une question très débattue de savoir si c'est dans les familles riches ou dans les familles pauvres que les enfants sont les moins nombreux. En France, d'après les statistiques, la classe moyenne paraît être la moins chargée de famille ; en Angleterre, la plus pauvre paraît la plus prolifique, parce que, dit-on, « la difficulté qu'éprouvent les parents les plus pauvres à remplir convenablement leurs devoirs envers leurs enfants, fait qu'ils procréent avec insouciance ». On a même suggéré que « l'octroi d'un sursalaire familial pourrait parer à ce danger, en partie du moins » (15).

(15) Les Allocations familiales, p. 17.

D'après Ch. GIDE et Ch. RIST (16) les sociologues s'accordent généralement à reconnaître aujourd'hui que la décroissance de la natalité doit être attribuée à des causes sociales, soit que, comme LEROY-BEAULIEU, l'on admette que la natalité décroît en raison du progrès de la civilisation parce que celle-ci crée de nouveaux besoins concurrents (ne fût-ce que l'amour du confort), soit que, avec M. A. DUMONT, on admette qu'elle décroisse au fur et à mesure des progrès de la démocratie, parce que celle-ci stimule le désir d'arriver, de s'élever le plus vite et le plus haut possible.

D'autres se contentent d'indiquer comme cause la volonté délibérée des parents de n'avoir pas d'enfants ou d'en limiter le nombre, explication qui évidemment n'explique rien du tout puisqu'il s'agit précisément de savoir pourquoi on ne veut plus avoir d'enfants...

Le Général MASSELIN, dans son Rapport de 1926, insiste sur des causes d'ordre moral qui, selon lui, sont les principales origines de la faiblesse de la natalité en France, et il cite entre autres « l'abaissement de la moralité publique, le désordre dans la famille par l'abus du divorce, l'introduction en masse de la femme à l'usine, et la promiscuité qui en résulte, la folie de plaisirs grossiers, la gêne qu'apporte l'enfant aux femmes désireuses, suivant la triste expres-

(16) Ch. GIDE et Ch. RIST : Histoire des Documents économiques, p. 158.

sion de « vivre leur vie » (17). Contre ces causes d'ordre moral, qui en vérité sont importantes, les allocations ne peuvent pas grand'chose si ce n'est d'aider à faire rester la femme à sa place, c'est-à-dire au foyer.

Mais le Général MASSELIN continue : « Ces causes morales ne sont pas les seules. Il y a aussi des causes financières ; l'enfant coûte cher — cher à mettre au monde — cher à nourrir et à habiller — cher à loger... cher à soigner » (18). Et en cela des allocations peuvent rendre de grands services aux ménages.

Peut-être, surtout à la campagne, la règle successorale du partage égal joue-t-elle un rôle comme le croit LE PLAY. Du reste, M. Henri BRUN a écrit qu'il saute aux yeux que notre régime successoral, basé sur le partage forcé, est dans les campagnes, chez les propriétaires surtout, un des motifs prédominant de la limitation des naissances. On ne veut pas que le domaine se divise... (19). Mais ici encore des réserves s'imposent. La Bretagne est une des provinces où les petits propriétaires sont le plus nombreux et le plus attachés à la terre de famille. Et cependant ils ont souvent beaucoup d'enfants.

Ch. GIDE et Ch. RIST reconnaissent que certains sociologues cherchent encore, dans des causes biologiques, les

(17) M. le Général MASSELIN, secrétaire de la Société départementale d'Agriculture et d'Horticulture de Vaucluse. Rapport au 8^e Congrès de l'Agriculture française. Avignon. 29 avril-2 mai 1926. P. 2.

(18) Id.

(19) Henri BRUN : Le domaine rural, p. 114. Editions Spes.

raisons de la dépopulation ; la fécondité varierait en raison inverse, soit de l'alimentation, soit de l'activité intellectuelle. Ainsi les nations où les classes s'élèvent les premières à une aisance et à une culture supérieures seraient condamnées à disparaître tandis que les masses encore pauvres et incultes continueraient à pulluler.

L'honorable M. GRINDA (20), dans son Rapport n° 5503 sur les Assurances Sociales, p. 87, s'est élevé contre cette conception. « Le danger est d'autant plus alarmant, écrit-il, qu'il ne menace que la France ; il ne s'agit pas, comme on le prétend, d'une évolution fatale, rançon des civilisations avancées. Avant la guerre, la population de tous les pays d'Europe, sauf la nôtre, augmentait rapidement. La grande guerre a fait fléchir les courbes de la population de tous les pays belligérants ; mais alors que la diminution ne portait, pour l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, que sur les excédents de naissances, elle se traduisait pour nous par un énorme déficit des naissances par rapport aux décès. Après la guerre, en 1920, l'Angleterre avait un excédent de naissances de 600.000, l'Allemagne de 700.000, alors que notre excédent n'était que de 160.000. En 1921, l'excédent des naissances sur les décès a été de 11,3 en Allemagne par 1.000 habitants et de 3 seulement en France. La natalité a été chez nous de 20 % plus faible

(20) M. le Docteur GRINDA est actuellement président de la Commission d'Hygiène et de Prévoyance sociale de la Chambre des Députés.

que de l'autre côté du Rhin, la mortalité de 19 % plus forte. La France est le seul pays du monde qui se dépeuple par insuffisance de natalité. Si aucune modification n'intervient, dans moins de 50 ans, 40 millions de Français seront en présence de 120 millions d'Allemands ».

En définitive les causes qui influent sur le mouvement de la population sont mal connues et il est difficile de dire si les allocations familiales peuvent être ici de quelque utilité. C'était l'opinion de M. BONVOISIN dans son Rapport au 3^e Congrès National des Allocations familiales tenue à Nantes du 4 au 6 juin 1923. Mais au dernier Congrès National tenu à Lyon en mai 1928, M. BONVOISIN, directeur du Comité Central des Allocations familiales, constatait dans son rapport que : « Les années 1925 à 1927 marquent une progression de 38,9 %. Pour la même période, la natalité générale dégressait en France de 19 % à 18,8 % ». Et M. BONVOISIN de conclure : « Ainsi donc, tandis que pour l'ensemble du pays, notre natalité fléchissait de 4,7 %, pour la population de nos Caisses, elle augmentait de 5,1 % (21).

Ces chiffres sont-ils absolument démonstratifs ? Il est difficile de le dire. Il est permis de penser que les maisons qui paient des allocations exercent une attraction particulière sur les chefs de familles nombreuses et que de ce fait les statistiques sont un peu sujettes à caution. Mais comme le reconnaissait le représentant du Ministre du Travail au

(21) Rapport de M. BONVOISIN au Congrès de Lyon (mai 1928).

VII^e Congrès National des Allocations familiales (1927) :
 « Ce dont souffrent les Sociétés modernes, c'est beaucoup moins du défaut de natalité que de la morti-natalité » (22).

Aussi, on serait, semble-t-il sur un terrain plus solide en se bornant à dire que les allocations familiales, primes de naissance, primes d'allaitement, œuvres sociales, diminuent la mortalité infantile. (23).

En effet elles tendent à permettre à la mère de rester au foyer. Or comme l'a dit le philanthrope ROUSSEL : « Tout ce qui éloigne l'enfant de la mère, le met en état de souffrance et en danger de mort ».

Le Rapport GRINDA, déjà cité, contient à cet égard des indications précieuses (p. 89). Il résulte des statistiques qu'à Paris le nombre des enfants qui naissent après avoir accompli normalement toute leur vie intra-utérine, atteint à peine 50 %. Le repos est l'élément essentiel de la puériculture pendant la gestation. Une observation de M. le Professeur PINARD a la valeur d'une véritable expérience scientifique. Pendant la première année de la guerre les femmes

(22) Rapport du VII^e Congrès National, p. 151. Bruxelles, mai 1927.

(23) Une Caisse normande constate que contre 19 cas d'enfants mort-nés en 1922, elle n'en a eu qu'un en 1924 ; que sur 257 naissances, il a été accordé 120 primes d'allaitement pour lesquelles on n'a constaté que 6 décès. Elle ajoute que parmi ces 6 enfants décédés, un seul a été allaité pendant les 10 mois révolus, les autres pendant une période de 3 à 6 mois. (Rapport de M. FAUVET, V^e Congrès national. — Compte-rendu p. 45).

ne travaillaient pas, les avortements étaient rares, les enfants, d'un poids supérieur à la moyenne d'avant-guerre. Puis les femmes ont fourni dans les usines un travail intensif ; les résultats ont été désastreux ; avortements, accouchements avant terme se sont multipliés, le poids des enfants a baissé, la débilité congénitale, à elle seule, a causé de 0 à 3 mois, plus de morts que toutes les autres causes réunies, 4 1/2 %. Cette statistique met en évidence le danger que présente, pour la natalité et pour la famille, le travail salarié des femmes (24). Une mère de famille qui élève plusieurs enfants a une besogne infiniment plus intéressante au point de vue social que la femme salariée célibataire, ou mariée sans enfants, elle ne peut pas, elle ne doit pas accomplir un travail salarié.

M. GRINDA ajoute que le Patronat l'a bien compris ; il a pris spontanément l'initiative si féconde du sursalaire familial (25), œuvre philanthropique, mais aussi profondément utilitaire, car elle tend à la conservation et au développement de notre main-d'œuvre, source de toute prospérité industrielle et commerciale.

Au V^e Congrès National des Allocations familiales, dans

(24) Le Consortium de l'Industrie textile de Roubaix pouvait annoncer en 1923 que 61 % des mères d'enfants de moins de 13 ans ne travaillaient pas. Et en 1924 la proportion des mamans restant chez elles (83 %) s'était augmentée considérablement. (Rapport FAUVET, p. 51).

(25) Rappelons que l'expression : sursalaire, est impropre et ne doit plus être employée.

son discours, M. BONVOISIN chiffre ainsi l'effet des allocations sur la natalité et la mortalité : « Alors que le taux de la natalité accuse pour la population adulte du pays (celle comprise dans les mêmes limites d'âges que nos allocations) une proportion de 30 %, il atteint 47,3 % pour la population groupée par nos Caisses ; la proportion des enfants allaités au sein est passée de 10 à 80 parfois même 90 % ; la mortalité infantile a fléchi de 50 et de 60 % (26).

A ce même Congrès le rapport de M. FAUVET sur l'action sociale des Caisses de Compensation nous fournit encore des preuves de l'utilité des allocations familiales sur la natalité et contre la mortalité infantile. « Une Caisse de l'Est, déclare M. FAUVET, signale que, grâce à elle, le nombre des naissances du personnel est passé en 1924 de 35 à 40 pour mille salariés. Une autre, dans l'Ouest, sans donner de chiffres, déclare qu'il leur semble qu'il y a une augmentation de natalité dans le personnel des maisons adhérentes, cependant que la troisième dans le Nord de la France déclare que le nombre d'enfants par famille allocataire, qui s'élevait à 1,62 en 1920, s'élève actuellement à 1,78 ; elle ajoute d'ailleurs : « Nous ne saurions cependant pas affirmer que cette légère augmentation du taux de la natalité nous est dûe ». Une autre caisse dans le midi est plus affirmative, car elle écrit : « La proportion des enfants par ménage est de 1,40 en 1921, de 1,41 en 1922, de

(26) Compte-rendu p. 215.

1,454 en 1923, de 1,53 en 1924, c'est-à-dire des augmentations légères mais très régulières et très nettes ». (27).

Quant à la morti-natalité, M. BONVOISIN donne les chiffres suivants : 2,03 % d'enfants morts-nés dans la population des Caisses, tandis que pour la population générale le taux est de 3,75 % et il conclut : « Il y a dans nos familles un nombre de morts-nés moitié moindre que pour l'ensemble du pays, 58 % en 1925 et 46 % en 1927 ». (28).

Enfin, une semblable constatation peut être faite par l'examen des chiffres relatifs à la mortalité infantile. La proportion des décès d'enfants de 0 à 1 an est de 5,43 % en 1927 tandis que pour la France entière le taux est 8,3 % ; ce qui autorisait M. BONVOISIN à conclure : « Parmi les petits enfants bénéficiaires de nos Caisses, il en meurt plus du 1/3 en moins, que parmi les autres ; 12,7 en 1925 et 34,5 en 1927 ». (29).

L'expérience nous montre donc bien la grande utilité des allocations familiales et sur l'augmentation des naissances dans les familles des allocataires, en même temps que la diminution de la mortalité infantile dans ces mêmes familles.

(27) Rapport de M. FAUVET. V^e Congrès National, Rouen 1925.

(28) Rapport de M. BONVOISIN au VIII^e Congrès National, Lyon 1928.

(29) Id.

CHAPITRE II

**Le succès des allocations familiales
dans l'industrie et le demi-échec dans l'agriculture**

Sous l'influence des raisons que nous venons de développer, et aussi de quelques autres d'importance secondaire, l'institution des allocations familiales a pris en quelques années un essor, en somme remarquable, non seulement dans les services d'Etat et assimilés, mais même dans l'industrie et le commerce.

Au contraire dans l'agriculture, elle n'a jusqu'ici donné que des résultats infimes. D'un côté donc, succès considérable ; de l'autre, échec quasi-complet, comme on peut le voir par les statistiques suivantes : dans l'annuaire de 1926-1927 publié par le Comité Central des Allocations familiales (1) ; on trouve la liste des Caisses de Compensation de l'Industrie, la liste des Caisses de Compensation du Commerce et la liste des Caisses de Compensation de l'Agriculture.

(1) 31, rue Guyot, Paris. Cet annuaire n'est édité, en raison du coût élevé de l'impression, que tous les deux ans. Il nous a donc fallu nous baser sur les renseignements qu'il contient.

Voici la première dans laquelle nous avons assimilé les Caisses inter-professionnelles et les Caisses industrielles :

Agen, Alais, Alençon, Amiens, Angers, Angoulême, Annecy, Armentières, Arras, Aubenas, Auch (deux sections), Autun, Auxerre, Avignon, Avranches (deux sections), Beauvais (deux sections), Belfort, Besançon, Blois (deux sections), Bohain, Bordeaux, Bourges (deux sections), Brest (trois sections), Caen (deux sections), Calais, Cambrai (deux sections), Cannes, Castres, Châlon-sur-Saône, Chambéry, Charleville, Charlieu, Chartres, Château-Renault, Châteauroux, Chauny (deux sections), Cholet (deux sections), Clermont-Ferrand, Condé-sur-Noireau, Dieppe, Dijon, Dôle, Dunkerque, Elbeuf, Epernay, Epinal, Estaires, Evreux, La Ferté-Macé, Fourmies, Grasse, Graulhet, Grenoble (mécanique, personnel mixte, ganterie, bâtiment, papeterie, charpente), Le Havre (industrie, port, bâtiment, commerce et industrie), Hirson, Langres, Lavelanet, Lille (textile, métallurgie, bâtiment, région de Lille), Limoges (porcelaine, deux sections, livre, chaussure), Lorient, Louviers (deux sections), Lyon et région (14 sections), Le Mans, Marseille (6 sections), Maubeuge, Mauléon, Soule, Mazamet, Metz, Millau, Mondoubleau, Cormenon, Montauban, Montluçon, Montpellier (deux sections), Morez, Mulhouse, Nancy et région (trois sections), Nantes et région (4 sections), Nevers (deux sections), Nice, Nîmes (deux sections), Niort, Orléans (3 sections), Paray-le-Monial, Paris et région (huit sections), Pau, Périgueux, Perpignan (deux sections), Poi-

tiers, Le Puy, Redon, Reims et région (deux sections), Rennes (deux sections), Roanne, La Rochelle, Romans, Roubaix, Rouen (3 sections), Saint-Brieuc, Saint-Chamond, Saint-Dizier, Saint-Etienne, Saint-Junien, St-Malo, Saint-Servan, Saint-Omer, Saint-Quentin, Saumur, Sedan, Sens (deux sections), Soissons et région, Strasbourg, Tarare, Thizy, Toulon, Toulouse et région (deux sections), Tours Troyes, Valence, Valenciennes, Vienne et Vierzon.

Voici maintenant la liste des Caisses commerciales :

Annecy, Cannes, Grenoble (3 sections), Le Havre, Marseille, Montluçon, Paris (4 sections), Toulouse.

Et enfin voici la liste des Caisses agricoles :

Alzonne, Amiens, Arras, Bordeaux, Bu, Caen, Carcassonne, Châteaudun, Château-Thierry, Coutances, Dijon, Evreux, Glos-Lisieux, Laon, Malroy, Marseille, Meaux, Melun, Montargis, Montivilliers, Montpellier, Niort, Orléans, Paris, Perpignan, Reims, Rethel, Rouen, Soissons, Tours, Toulouse, Troyes et Vannes (2).

Nous avons cru devoir procéder à ces énumérations afin de faire ressortir d'une part le succès des allocations familiales dans l'industrie et le commerce où nous comptons 130 villes possédant une ou plusieurs Caisses de compensation, et l'échec de cette institution dans l'agriculture où il n'y a que 32 Caisses de compensation.

(2) Voici, en outre, les Caisses interprofessionnelles ayant, à notre connaissance, une section pour les agriculteurs : Avignon, Auxerre, Brest, Beauvais et Paris.

Le barème des allocations familiales est tout différent dans l'industrie et le commerce d'un côté et l'agriculture de l'autre.

Voici quelques exemples extraits de l'Annuaire déjà cité :

ALLOCATIONS MENSUELLES DANS L'INDUSTRIE

Barème par famille de six enfants

Caisses	1	2	3	4	5	6
Alençon	15 »	35 »	65 »	95 »	125 »	155 »
Amiens (textile)	15 »	50 »	120 »	180 »	240 »	300 »
Annecy	15 »	40 »	90 »	150 »	220 »	300 »
Armentières	45 »	110 »	170 »	235 »	305 »	380 »
Avranches	15 »	35 »	70 »	110 »	150 »	190 »
Belfort	50 »	100 »	155 »	220 »	330 »	455 »
Bordeaux	20 »	50 »	90 »	130 »	170 »	210 »
Caen	15 »	55 »	115 »	175 »	235 »	295 »
Chartres	15 »	35 »	60 »	90 »	120 »	150 »
Elbeuf	40 »	85 »	135 »	200 »	280 »	380 »
Le Havre (industrie), . .	30 »	65 »	105 »	150 »	195 »	240 »
Lille (textile)	25 »	80 »	150 »	220 »	300 »	380 »
Lyon (région)	20 »	60 »	105 »	180 »	250 »	330 »
Marseille (région) . . .	25 »	60 »	120 »	210 »	300 »	390 »
Mulhouse	33 75	75 »	126 25	187 50	258 75	340 »
Paris (région)	30 »	70 »	120 »	200 »	280 »	360 »
Rennes	12 50	27 50	50 »	90 »	140 »	200 »
Rouen (textile)	40 »	95 »	160 »	235 »	320 »	415 »
Roubaix	60 »	150 »	240 »	360 »	450 »	540 »

L'on voit que dans l'industrie, les allocations mensuelles, considérées du côté de celui qui encaisse représentent un appoint toujours important, quelquefois considérable ; ainsi Roubaix qui donne 240 frs pour 3 enfants et 540 pour 6, et Belfort qui donne 220 frs pour 4 enfants et 455 pour 6. Mais par contre il en serait un peu différemment si on comparait les allocations avec le bordereau des salaires payés ; dans l'ensemble des allocations familiales de toutes sortes — y compris les primes de naissance, d'allaitement, etc... — ne s'élèvent pas à 3 % des salaires ; dans certains cas on arrive au taux de 5 % ce qui ne constitue sans doute pas le dernier mot des efforts de l'industrie.

L'Agriculture ne peut, dans l'ensemble, aligner que des chiffres fort inférieurs. Voici quelques exemples :

ALLOCATIONS MENSUELLES DANS L'AGRICULTURE

Caisses	1	2	3	4	5	6
Arras	» »	» »	10 »	20 »	35 »	55 »
Bordeaux	10 »	30 »	45 »	65 »	85 »	120 »
Caen	» »	10 »	30 »	60 »	100 »	145 »
Château-Thierry	26 »	45 50	84 50	130 »	182 »	240 50
Coutances	» »	» »	20 »	60 »	120 »	200 »
Meaux	» »	43 »	75 »	113 »	156 »	206 »
Montargis	» »	25 »	50 »	75 »	100 »	125 »
Montvilliers	10 »	20 »	30 »	40 »	50 »	60 »
Orléans	10 »	25 »	56 25	87 50	125 »	175 »
Paris	» »	43 »	75 »	113 »	156 »	206 »
Soissons	15 »	35 »	65 »	100 »	140 »	185 »

L'on voit que nous sommes loin des taux alloués par l'industrie. D'ailleurs la moyenne pondérée, c'est-à-dire établie en tenant compte de l'importance relative de l'effectif du personnel de chaque Caisse, montre bien la différence des allocations mensuelles allouées par l'industrie d'une part et par l'agriculture d'autre part. Voici ces moyennes pondérées :

Barème par nombre d'enfants

	1	2	3	4	5	6
Caisses industrielle . . .	27 »	66 »	115 »	181 »	249 »	321 »
Caisses agricoles . . .	11 »	31 »	58 »	90 »	126 »	169 »

Ainsi pour deux familles de 4 enfants, l'une travaillant dans l'industrie touchera 181 frs d'allocation mensuelle, tandis que l'autre travaillant dans l'agriculture touchera moitié moins.

Cependant il est certaines Caisses agricoles qui donnent à leurs ouvriers une allocation mensuelle se rapprochant sensiblement de celles allouées par les Caisses industrielles; ce sont les Caisses de Soissons, Paris, Orléans, Meaux et Château-Thierry. Seules ces caisses soutiennent la comparaison avec les Caisses de l'industrie. Cela s'explique par la qualité de leurs membres. Ce sont de véritables industriels agricoles. Ainsi la Caisse de Soissons, fondée le 22 mars 1924, comptait à ses débuts 28 adhérents cultivant 9.524 hectares ; son effectif s'est accru et en 1925 M. Jean

FERTE, son directeur au V^e Congrès National des Allocations familiales, annonçait que la Caisse de Soissons comptait 51 adhérents cultivant 14.490 hectares. Actuellement cette Caisse compte 80 adhérents. Ce sont donc des grosses exploitations (M. Jean FERTE comptait en 1925 seulement 3 membres cultivant moins de 100 hectares) que les cultivateurs ne peuvent cultiver eux-mêmes avec leurs familles, qui nécessitent, au contraire, une main-d'œuvre très abondante ; on est en face d'une culture industrialisée.

Mais à part ces exceptions — Caisses des régions de grandes cultures — les allocations mensuelles sont, en agriculture, peu considérables, alors que dans l'industrie elles sont relativement importantes.

Il en est de même pour les primes de naissance, les primes d'allaitement, et les primes des servies annexes.

PRIMES DE NAISSANCE

Caisses industrielles	1 ^{er} né	Suivants
Alençon	200 »	200 »
Auhenas	300 »	300 »
Auxerre,	200 »	100 »
Belfort	500 »	500 »
Blois	200 »	150 »
Bourges	300 »	300 »
Caen	200 »	200 »
Dunkerque	200 »	200 »
Lille	150 »	150 »
Lyon	300 »	300 »
Nantes	300 »	300 »
Paris (région)	250 »	150 »

On voit que ces primes sont assez élevées. En tout cas toutes les Caisses industrielles distribuent ces primes de naissance. Il n'en est pas de même pour les Caisses agricoles.

Ne donnent des primes de naissance que les Caisses suivantes :

PRIMES DE NAISSANCE DANS LES CAISSES AGRICOLES

Caisses agricoles	1 ^{er} né	Suivants
Arras	» »	100-150-200
Carcassonne	200 »	200
Châteaudun	» »	100 (3 ^e et suivants)
Château-Thierry	100 »	100
Evreux	120 »	128-140-160
Laon	150 »	100
Malroy.	Taux fixé annuellement	
Marseille,	50 »	50
Meaux.	150 »	»
Montargis	» »	100
Montpellier.	200 »	200
Orléans	150 »	150
Paris	150 »	100
Soissons,	50 »	50
Vannes	Taux fixé annuellement	

Les autres Caisses agricoles ne distribuent pas de primes de naissance. De même que pour les allocations mensuelles il est intéressant de se rendre compte de la comparaison

des primes de naissance de l'industrie et celles allouées par l'agriculture.

Voici cette comparaison :

BARÈME MOYEN. — PRIME DE NAISSANCE (*en francs*).

Caisses	1 ^{er} né	Suivants
Caisses industrielles	221 »	185 »
Caisses agricoles	98 »	102 »

Reste à étudier la différence de taux de primes d'allaitement. Voyons tout d'abord les chiffres alloués par l'industrie, et disons que toutes les Caisses industrielles n'en distribuent pas.

PRIMES D'ALLAITEMENT DANS LES CAISSES INDUSTRIELLES

Angers	15 frs pendant 6 mois.
Anneey	15 frs pendant 10 mois.
Armentières	30 frs par semaine pendant 4 mois.
Blois	60 frs pendant 5 mois.
Brest	50 frs pendant 6 mois.
Clermont-Ferrand	{ 75 frs les 2 premiers mois. 50 frs les 3 mois suivants.
Grenoble	{ 100 frs pendant 3 mois. 50 frs les 3 mois suivants.
Montluçon	60 frs pendant 5 mois,
Perpignan	{ 70 frs pendant 2 mois. 50 frs pendant les 3 mois suivants. 30 frs pendant les 8 mois suivants.
Roanne	125 frs pendant 3 mois.

La moyenne pondérée des primes d'allaitement dans l'industrie est de 314 frs répartis sur une durée variant de 3 à 12 mois. L'agriculture reste malheureusement fort en arrière car seule la Caisse Agricole d'Evreux distribue à ses adhérents une prime d'allaitement qui est de 10 frs pendant 3 mois.

Quelques observations doivent être faites au sujet de ces statistiques. Dans l'industrie on remarque que les primes de naissance sont bien plus pratiquées que les primes d'allaitement. Au contraire dans la nouvelle loi sur les Assurances Sociales (31), il n'est pas prévu de primes de naissance, alors qu'une importance très grande est accordée aux primes d'allaitement. En effet, l'article 9, alinéa 2, n'accorde qu'une indemnité journalière, six semaines avant et six semaines après l'accouchement, tandis que l'alinéa 5 du même article accorde pour l'allaitement une allocation mensuelle de 100 frs pendant les deux premiers mois, de 75 frs le troisième, de 50 frs du 4^e au 6^e, et de 15 frs du 10^e au 12^e mois. La raison de cette différence est donnée par l'ancien rapporteur, l'honorable M. GRINDA, actuellement Président de la Commission de l'Hygiène et de la Prévoyance Sociale de la Chambre. « Le projet allouait à l'assuré pour chaque naissance d'enfant légitime ou reconnu une allocation de 200 frs versée moitié à la naissance, 1/4 à l'expiration du 6^e mois et 1/4 à l'expiration du 12^e

(3) Loi du 5 avril 1928.

mois suivant, modalité qui constitue en quelque sorte une prime à la survie et à la conservation. Cette allocation devait être portée au double lorsque le père et la mère étaient tous deux assurés, et versée dans tous les cas à la mère. Votre commission n'a pas cru devoir maintenir les allocations de naissance.

Le taux de ces allocations serait trop faible pour constituer un encouragement efficace et les ressources de l'assurance interdisent de les majorer. Nous avons jugé plus utile de reporter l'économie ainsi réalisée sur les allocations d'allaitement. Une très sensible majoration permet, en effet, d'escompter une diminution importante de la mortalité infantile. Elle constitue à la fois une prime à la naissance et à la protection si nécessaire du nouveau-né » (3).

Cette divergence de point de vue méritait d'être relevée, croyons-nous, à un double titre.

Où l'argent dépensé est-il plus payant ? Est-ce dans la prime de maternité ? Est-ce dans les primes d'allaitement ? En second lieu on voit que la loi sur les assurances sociales, si compréhensive qu'elle soit, a, cependant, des « trous », des « lacunes », et qu'il restera beaucoup à faire à l'initiative privée.

A part Evreux, les Caisses agricoles ne versent pas de primes d'allaitement. On n'en saisit pas bien les raisons

(4) Rapport N° 5505 annexe au procès-verbal de la séance du 31 janvier 1923. P. 102.

dans les contrées où l'agriculture est très industrialisée, comme dans le Soissonnais. Dans les autres, là où l'agriculture n'a besoin que d'une main-d'œuvre non familiale réduite, il semble que les femmes qui ont des enfants restent au foyer, ou que, si elles travaillent au dehors, on leur laisse la possibilité matérielle d'allaiter leurs enfants.

Quant aux primes pour services annexes, le bilan des Caisses agricoles se réduit à ceci : à Bu : paiement des cotisations à une Société de secours mutuels, réductions de 5 à 10 % chez certains commerçants. A Caen : service de renseignements aux familles. Et à Montpellier : prime de 200 frs pour légitimation d'enfants de moins d'un an.

Dans l'industrie, au contraire, ces sortes de primes tendent à prendre une importance de premier ordre. Depuis plusieurs années le Patronat concentre ses efforts, moins sur les allocations familiales proprement dites, que sur l'extension des services annexes : dispensaires, préventoria, sanatoria, pouponnières, colonies de vacances, layettes et berceaux, bons de lait, achat de meubles, services d'infirmières-visiteuses, consultations à domicile des enfants, secours pour parents infirmes, secours en cas de décès, consultations pré-natales et post-natales, etc... C'est ce qui faisait dire à M. Abel DURAND, au Congrès de Mulhouse (26 mai 1924), que « les Caisses d'allocations familiales, connues à l'origine comme de simples organes de comptabilité, pour la répartition de la charge des prestations en espèces attribuées aux ouvriers pères de famille, n'ont pas

tardé à accroître leur action... Sur l'organisme primitif se sont greffés des services annexes par lesquels nos caisses se sont élevées à un rôle social qui dépasse peut-être en efficacité et en portée morale les attributions qu'elles s'étaient d'abord données. Par lui l'activité des Caisses d'allocations familiales revêt une forme plus vivante, vivante comme les jeunes et frêles éléments de la cellule sociale sur lesquels se portent les préférences de notre sollicitude pour la famille ouvrière ».

Dans les milieux de la Confédération Générale du Travail, et d'une manière plus générale de nos jours dans les milieux syndicalistes ouvriers, on a élevé d'assez vives objections contre ces œuvres patronales. On y a vu une sorte d'ingérence dans le foyer. Mais est-ce un mal ? Nous ne le pensons pas. En tout cas nous estimons que l'ingérence (si ingérence il y a) du Patronat dans les foyers des ouvriers n'est pas plus à redouter que l'ingérence de l'Etat qui se manifeste avec plus de force encore. Dans l'ensemble cependant, ces susceptibilités tendent à se calmer. Le tact et le dévouement des infirmières-visiteuses ont fait tomber bien des préventions (5).

De ces statistiques et de ces constatations se dégage net-

(5) En 1927, sur 21.300 familles visitées, dans la Caisse de compensation de la région parisienne, 1026 seulement l'ont été sur l'indication de l'employeur. Toutes les autres ont été visitées *sur leur propre demande*. Ces chiffres sont la meilleure réponse à l'objection des syndicalistes.

tement un fait : à savoir que les allocations familiales, entendues dans un sens large, donnent des résultats appréciables dans l'industrie et n'en donnent pas dans l'agriculture.

Il s'agit d'abord d'essayer d'expliquer ce fait après s'être convaincu de l'utilité de ces allocations dans l'agriculture. Ensuite il nous faudra rechercher s'il est conditionné par des causes inéluctables.

CHAPITRE III

**Les allocations familiales seraient
particulièrement utiles en agriculture et cependant
elles n'ont eu qu'un succès médiocre et lent**

Observons tout d'abord que les raisons qui militent en faveur de l'établissement des allocations familiales sont d'ordre général et sont à peu près aussi impérieuses en agriculture que dans l'industrie. De quoi s'agit-il, en effet ? D'opérer une meilleure distribution du fonds des salaires ? De reconnaître la valeur sociale et même la valeur économique propre de l'ouvrier chargé de famille ? De stabiliser la main-d'œuvre ? De promouvoir la natalité ? De lutter contre la mortalité, surtout infantile ? Tous ces buts sont aussi désirables pour l'agriculture que pour toutes les autres branches de la production. N'est-ce pas surtout à la campagne que le manque de bras se fait sentir ?

On a énormément écrit sur l'exode rural. C'est un sujet qui, depuis bien des années déjà, est à l'ordre du jour des Académies et des Sociétés d'économistes. Qu'on nous permette d'apporter ici l'opinion d'un homme, M. Henri MOUTON, qui, vivant à la campagne et cultivant lui-même, suit

depuis longtemps le mouvement qui tend à dépeupler la campagne au profit des villes : « Les campagnes se dépeuplent de plus en plus, écrit-il, et la main-d'œuvre agricole devient tellement rare que l'exploitation de la terre se fait très difficile, au grand détriment de la population... Avant la grande guerre de 1914-1918, l'exode rural avait déjà commencé. »

M. Henri MOUTON en indique alors les raisons : « A ce moment, les prix payés aux ouvriers agricoles étaient très inférieurs à ceux que percevaient les ouvriers de l'industrie et les employés du commerce, le fonctionnarisme exerçait une attraction presque invincible par l'appât de la retraite qui met la vieillesse à l'abri du besoin. Bref, on était en face d'une application de la loi économique qui veut que le travail, comme le capital, se porte là où il est le mieux rémunéré. »

« A ces différentes causes, poursuit M. MOUTON, il faut ajouter la disparition voulue des logements ouvriers dans les campagnes. Il faut bien l'avouer, et ceci à la confusion des cultivateurs qui souffrent actuellement du manque de main-d'œuvre, ce sont eux qui, par leur indifférence, nous dirions même leur égoïsme, sont les principaux auteurs de la désertion des campagnes. Toutes les fois que, pour agrandir son domaine, un cultivateur achetait une cour édifiée d'une maison d'habitation servant de logement à ses ouvriers, son premier soin était de supprimer le logement, soit en abattant la maison, soit en la transformant en bâti-

ment agricole. Ceci pour être maître chez lui, pour ne pas avoir une bande de gens qui démolissent tout, oubliant que ces enfants, élevés à la campagne, étaient la pépinière pouvant fournir plus tard cette main-d'œuvre maintenant si recherchée.

Cette dernière cause, si regrettable, n'a eu, croyons-nous, que des effets locaux; quoi qu'il en soit, la situation, déjà grave avant la guerre, est devenue inquiétante depuis par suite des vides immenses que cette catastrophe a produit, surtout parmi les paysans, les ouvriers devant, de par leurs spécialités même, aider à la victoire dans les usines.

M. MOUTON n'espère pas ramener à la campagne ceux qui en sont partis; et peut-être ici est-il trop pessimiste; nous avons vu de ces retours, mais en petit nombre il est vrai. Ce qu'il veut, c'est, tout au moins, garder à la terre ceux qui y sont encore. Les salaires, aujourd'hui, sont aussi élevés à la campagne qu'à la ville, compte tenu des différences dans le coût de l'existence. Le fonctionnarisme a beaucoup perdu de son prestige. Restent deux questions: celle du logement et celle des retraites.

« Il faut que chaque ménage, dit M. MOUTON, puisse trouver dans nos villages ou dans nos fermes un logement simple, mais propre et sain, avec un jardin pour y cultiver les légumes nécessaires à sa famille. »

« Il ne faut pas non plus, termine M. MOUTON, que l'ouvrier qui a élevé une famille, qui a passé toute sa vie à tra-

vailler la terre, ait pour tout espoir de finir ses jours à l'hospice ou aux Petites Sœurs des Pauvres. »

En définitive, l'institution des allocations familiales est tout aussi apte à servir les intérêts de l'agriculture que ceux de l'industrie. Et cependant, elle n'y a pris jusqu'ici qu'un développement infime. Pourquoi ?

Les raisons, croyons-nous, sont extrêmement complexes. C'est tout d'abord un fait constant dans notre histoire que, soit au point de vue politique, soit au point de vue social, les progrès ont commencé par les villes. Voici quelques exemples assez suggestifs à cet égard : Le régime municipal a été pendant plusieurs siècles l'apanage des villes ; il ne s'est étendu que très tard aux campagnes. A partir des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, on trouve, dans les villes, des maires et des conseils municipaux, de quelque nom d'ailleurs qu'on les appelle. A la campagne, il n'y a pas de représentation électorale des habitants. La Renaissance des communes est un phénomène essentiellement urbain ; ce qui s'explique par les motifs que voici : les habitants des villes s'étaient enrichis par le commerce davantage que ceux des campagnes ; vivant côte à côte, ils se sentaient mieux les coudes et représentaient une force plus grande, parce que plus facilement organisable.

A notre époque, la législation protectrice du travail a souvent été faite exclusivement pour les villes et l'industrie. Presque toujours, elle a débuté, en tout cas, par être à l'usage de l'industrie et ce n'est que plus tard qu'elle a été

étendue à l'agriculture. Et cela se conçoit aisément. « Qui ne voit, comme l'écrit l'honorable M. GRINDA (1), les dissemblances profondes qui séparent l'existence même du paysan et celle des citadins, l'organisation de leur labeur quotidien, de leur vie familiale, leurs préoccupations, leurs efforts, leurs besoins? Du point de vue physique même, leurs forces, les risques qu'ils courent, l'utilisation de capacités de travail restreintes, la durée de leur existence de labeur sont, de par la nature même des choses, essentiellement divers. Le législateur ne peut, sans s'exposer à de graves erreurs, méconnaître ces situations respectives; il sait adapter sa réglementation aux conditions que la réalité lui impose..... Les lois relatives à la réglementation même du travail, la loi sur les accidents du travail ont été appliquées aux seules professions industrielles et commerciales; c'est plus récemment, en effet, que cette dernière législation a fait l'objet d'un texte spécial à l'agriculture, vingt-quatre années ont ainsi séparé la réglementation des accidents dans l'industrie et le commerce et celle des accidents dans les professions agricoles. »

Aujourd'hui, cependant, dans un assez grand nombre de régions de la France, les dissemblances tendent à s'atténuer entre l'agriculture et l'industrie. L'agriculture s'industrialise, et c'est pourquoi le Parlement a voté la loi sur les Assurances sociales, non pas simplement pour l'industrie et le commerce, mais aussi pour l'agriculture.

(1) M. GRINDA : Rapport N° 5505, déjà cité, p. 103.

« La prospérité de la France, comme l'écrit encore le docteur GRINDA (2), dépend sans doute du développement industriel et commercial en même temps que de l'épanouissement de la pensée humaine sous toutes ses formes; cependant, une des conditions essentielles de cette prospérité dans la situation géographique, politique et économique de notre pays réside dans sa richesse agricole. Nous connaissons tous les méfaits de la désertion des campagnes; notre salut est dans le retour à la terre. Comment le pourrait-on espérer si les garanties de sécurité que la loi nouvelle va offrir aux travailleurs des villes n'étaient pas du même coup et en même temps étendue aux travailleurs des champs? »

La tendance présente à l'assimilation de l'agriculture à l'industrie s'est manifestée il y a quelques années dans une très curieuse affaire. Les traités de paix qui ont mis fin à la dernière guerre consacrent des dispositions importantes à l'institution d'une organisation internationale du travail. Le gouvernement français prétendit que cette organisation n'était pas compétente en matière agricole, les travailleurs agricoles n'étant pas visés dans les traités à côté des travailleurs de l'industrie. La Conférence générale de Genève (1921) rejeta cette prétention par soixante-quatorze voix contre vingt. L'affaire fut déferée pour avis à la Cour permanente de justice internationale (15 juin-12 août 1922). La réponse fut que, dans l'état actuel des choses, l'agricul-

(2) Rapport N° 5505 déjà cité p. 104.

ture était une véritable industrie. M. de Vogüé, délégué de la France, fit au nom de la France, le 28 octobre 1922, la déclaration suivante : « Nous nous inclinons devant l'avis exprimé par la Cour permanente de justice internationale avec la déférence qui est due à cette haute juridiction. Il n'en est pas de meilleure preuve que ma présence ici, où je représente, en même temps que le gouvernement français, l'agriculture française. » (Procès-verbal n° 8.)

Que l'agriculture évolue vers les méthodes de l'industrie, c'est ce que soulignent aussi les protagonistes des allocations familiales, notamment M. Jean FERTE (3) : « Si l'on veut bien se reporter en arrière de quelques décades, écrit-il, on doit reconnaître que, grâce aux ressources étendues qu'offre la campagne pour l'élevage des enfants, le problème de la vie s'y posait pour l'ouvrier agricole d'une manière toute spéciale. Alors que l'ouvrier citadin était souvent enfermé dans les limites d'un étroit logement sans air et sans lumière et dans la nécessité d'acquérir jusqu'à la moindre des choses nécessaires à ses besoins, l'ouvrier agricole, paysan du village voisin de la ferme, attaché étroitement à son clocher, possédait souvent avec sa chaumière quelques lopins de terre et la nourriture de son bétail : poules, lapins, porc et souvent chèvre, brebis et vache. La femme restait à la maison, sauf pour les travaux saisonniers, pendant lesquels elle trouvait l'occasion de gagner le peu d'argent indispensable pour

(3) M. Jean FERTE est directeur de la Caisse Mutuelle Agricole d'allocations familiales de la région de Soissons.

boucler son maigre budget. Elle cultivait le jardin, les petits glanaient derrière les moissonneurs. Le fermier prêtait ses chevaux le dimanche pour les labours et les gros charrois. Aux produits du jardin et de la basse-cour, la famille ouvrière agricole n'avait à ajouter pour se nourrir que le pain; elle le cuisait elle-même, le plus souvent avec la farine échangée au moulin contre son blé. Et ainsi, peinant de l'aurore au coucher du soleil, profitant de la moindre ressource, réduisant la dépense au minimum, n'achetant que ses vêtements, l'ouvrier paysan tirait sa vie de la terre et parvenait à élever ses nombreux enfants et à garnir, Dieu sait comment, ses bas de laine. »

M. FERTE reconnaît que ce tableau idyllique d'apparence n'est plus guère qu'un souvenir. « Ces mœurs deviennent de plus en plus rares, et, dans certaines régions, elles ne sont plus que dans la mémoire des hommes âgés; de nos jours, l'ouvrier agricole est dans une situation toute différente... Ce n'est plus la terre qui le nourrit directement. Il lui faut passer par tous les intermédiaires: le boucher, le boulanger, le charcutier, etc., sans compter le marchand de nouveautés. Il ne produit plus que son travail à la ferme; il achète la majeure partie de ce qu'il consomme et il consomme beaucoup plus qu'autrefois. En résumé, tout au moins pour les régions de grande culture, l'ouvrier agricole a aujourd'hui des habitudes et des besoins qui se rapprochent sensiblement de ceux de ses camarades de l'industrie,

et, comme celui-ci, il est devenu incapable de supporter, avec son salaire, la charge d'une nombreuse famille (4). »

En résumé, aujourd'hui, dans les régions de grande culture tout au moins, les allocations familiales sont nécessaires aux ouvriers agricoles chargés de famille si l'on ne veut pas qu'ils soient réduits, eux et les leurs, à la sous-alimentation.

Perspective à tous égards déplorable, puisqu'elle aigrirait les rapports du patronat et du salariat, ralentirait la production et aggraverait encore l'exode rural.

Dans l'agriculture, les relations entre maître et ouvriers sont jusqu'ici demeurées bonnes. Il règne un certain esprit de parternalisme qui rassemble souvent à la même tâche et à la même table le propriétaire et ses employés. Il ne faudrait pas qu'un fossé se creuse, les uns réalisant aujourd'hui des bénéfices souvent considérables, les autres restant réduits à la « portion congrue ». La doctrine de la lutte des classes n'a pas encore pénétré la campagne, parce que, constamment, les ouvriers agricoles s'établissent et deviennent maîtres à leur tour. Dans cette branche de la production, le salariat n'est pas une situation définitive, c'est une étape; ouvriers aujourd'hui, maîtres demain. Mais l'on doit reconnaître que cette formule, souvent vraie avant la guerre, tend à devenir inexacte actuellement, il y a très peu de

(4) M. J. FERTE. Rapport V^e Congrès National, Rouen, 8 juin 1925, p. 2.

terres à vendre et les prix sont si élevés qu'il n'est plus guère possible, pour les ouvriers agricoles, de s'établir à leur compte. Ici, comme dans l'industrie, le salariat représente trop souvent désormais une impasse. A tout le moins que ce métier fasse vivre son homme et sa famille.

Il y a là une idée de justice qui ne peut laisser insensible les propriétaires terriens. D'autant que l'ouvrier qui se sent victime d'une injustice a moins de cœur à l'ouvrage et que le rendement de la terre diminue vite. Nous pourrions citer des faits significatifs à cet égard : en Bretagne, par exemple, où la race est susceptible, les terres qui ont de bons propriétaires donnent d'excellents rendements, celles qui en ont de mauvais rapportent peu. C'est, qu'en effet, le travail de la terre n'est pas mécanique ; pour être productif, il réclame des soins de l'à-propos, de la conscience, du dévouement. Par exemple, pour la coupe et le ramassage des foin, il faut profiter du beau temps et ne pas craindre sa peine. De même pour la moisson... A la basse-cour, à l'étable, à l'écurie, la besogne, pour être payante, ne doit pas non plus être machinale. Il faut qu'elle se fasse avec goût et le cœur léger. Or, comment l'ouvrier agricole, qui sait que sa femme et ses enfants ont faim, pourrait-il être tout à son travail ? C'est un fait d'expérience qu'on « n'avance pas » dans un travail quelconque, quand on a l'esprit plein de préoccupations et de soucis. La politique « du plus bas salaire possible » n'est bonne nulle part, mais surtout pas en agriculture, où l'ouvrier est presque laissé à lui-même et

à sa conscience, le maître ne pouvant pas pratiquement le surveiller.

Ce n'est pas tout; la crise de la main-d'œuvre s'accroît vraisemblablement si l'agriculture n'adoptait pas, comme l'a fait l'industrie, le système des allocations familiales. Cette considération n'a pas échappé à M. Jean FERTE dans son excellent rapport : « L'agriculture est-elle spécialement menacée par la crise de la main-d'œuvre? Certes oui, car c'est elle incontestablement qui a été la plus décimée par la guerre et qui, en outre, souffre le plus de ce qu'il est convenu d'appeler la crise de dénatalité... Nous savons par les statistiques que, si les villes de France continuent à maintenir et parfois même à augmenter leur population, les campagnes se dépeuplent avec une terrible rapidité... La crise de la main-d'œuvre est infiniment plus accentuée à la campagne qu'elle ne l'est à la ville, où cependant l'industrie comporte un fléchissement grave et inquiétant. La Caisse de Soissons a constaté qu'alors qu'avant la guerre la main-d'œuvre de ses adhérents était entièrement française, sauf pour les saisonniers, elle est aujourd'hui composée d'étrangers à concurrence de 45 %, toujours en dehors des saisonniers. Et, lorsqu'un cultivateur de la région se félicite par exception d'avoir conservé un bon noyau de ces « vieux ouvriers français », il est obligé d'ajouter que les jeunes gens ne sont pas prêts à remplacer les vieux (5).

(5) Rapport de M. Jean FERTE au V^e Congrès National de Rouen en 1925, p. 3.

M. FERTE indique ensuite les causes de l'exode rural : fonctionnarisme, hauts salaires payés dans les villes, attrait du plaisir et il continue ainsi : « Que dire s'il s'y ajoute d'importantes allocations familiales ? Eh ! quoi ? Un ouvrier, père de famille nombreuse, pousserait-il l'héroïsme — ou la maladresse — jusqu'à s'acharner à vivre à la campagne avec un salaire de célibataire, alors que, dans l'usine voisine, ou au chemin de fer, ou dans l'administration, il sait qu'on doublera ce salaire pour lui permettre de nourrir et de vêtir convenablement ses enfants ? (6) »

Et voici la conclusion : « Il est urgent que les campagnes se défendent contre l'émigration en donnant aux quelques familles nombreuses qu'on y rencontre encore de larges allocations familiales leur permettant d'y vivre matériellement aussi largement que dans les villes. »

En définitive, les villes tendent à attirer vers elles la partie jeune, active et ambitieuse de la population. Il s'agit, pour la campagne, de la retenir. Est-ce matériellement possible ? La campagne est-elle en situation de rétribuer aussi libéralement la main-d'œuvre que le fait l'industrie ?

Avant la guerre, nous croyions que la lutte sur le terrain des salaires n'eut pas été possible pour l'agriculture. Sa situation, en effet, était très précaire. La grande culture donnait un revenu modeste. Voici un exemple : « L'une des plus belles propriétés de la région de Châtellerault — 150 hec-

(6) Rapport déjà cité de M. Jean FERTE, p. 4.

tares —, dirigée par un propriétaire capable, vivant là, possédant un cheptel mort et vif de haute qualité, rapportait de 30 à 35.000 francs par an, c'est dire que l'exploitation de ce domaine, comme rétribution des capitaux engagés et de son labeur, arrivait difficilement à toucher du 10 %.

Dans la moyenne culture, le paysan, après toute une vie de travail et de chance, réussissait à peine à doubler sa propriété, c'est-à-dire, par exemple, à laisser 40 hectares à ses enfants au lieu des 20 qu'il avait reçus.

Dans la petite culture, enfin, si l'on nouait tout juste les deux bouts, l'on vivait et c'était tout. Quelquefois même, il fallait faire quelque chose à côté, par exemple faire des journées chez un voisin, élever des pupilles de l'Assistance publique.....

L'industrie et le commerce faisaient des profits plus élevés : 20 à 30 % en moyenne. Dans de telles conditions, la lutte n'était pas égale entre les deux branches de la production; l'industrie pouvait rémunérer sa main-d'œuvre plus largement que l'agriculture. Aussi voyait-on se vider la campagne, surtout dans le voisinage des villes industrielles.

Depuis quelques années, la situation s'est très sensiblement modifiée; dans l'ensemble, l'industrie fait des bénéfices relativement modérés, le commerce fait de larges profits, l'agriculture donne des résultats tout aussi substantiels; de telle sorte que, actuellement, elle a les possibilités matérielles de disputer la main-d'œuvre à l'industrie et au commerce. La pratique des allocations familiales, même élevées, ne grève-

rait pas d'une charge insupportable son bordereau de salaires. Pourquoi donc y est-elle si peu en faveur, alors qu'elle paraît si utile?

On pourrait tout d'abord indiquer que les innovations sont plus difficiles à faire pénétrer à la campagne qu'à la ville, et que la campagne est plus difficile à remuer ; on pourrait dire aussi, en envisageant le caractère du paysan, que ce dernier est, en général, assez individualiste, qu'il est parfois méfiant et routinier et qu'il n'apprécie pas les innovations. Cette dernière observation n'est pas, à notre avis, entièrement exacte, car on constate que les mutualités, assurances-incendie, etc., réussissent souvent parfaitement à la campagne.

On a dit aussi que les allocations familiales ne pouvaient réussir dans l'agriculture qu'avec difficulté, parce que l'agriculteur n'étant pas le maître du marché, il lui est impossible de récupérer cette dépense; de plus, ceux qui ont des employés célibataires n'ont pas intérêt à faire partie des caisses de compensation. Souvent, enfin, le cultivateur préfère donner lui-même à ses employés des allocations en nature qui lui coûtent moins cher et qui sont très appréciées de l'employé.

Cependant, il nous semble que ce ne soient pas là des raisons essentielles, bien que l'on ne puisse nier qu'elles aient une influence certaine sur le peu de succès, relativement aux villes, des allocations familiales à la campagne.

À notre avis, si les allocations familiales ont relativement

bien réussi dans le commerce et l'industrie, c'est qu'elles ont trouvé là un milieu favorable.

Ce milieu favorable résulte de ce que l'industrie est soit très concentrée, soit très syndiquée. Parmi les industries où le système des allocations familiales est le plus développé, on peut citer les mines, le textile, le bâtiment et les travaux publics (7).

Les mines constituent, en quelque sorte, pour les allocations familiales, un champ d'élection où toutes les raisons de succès se trouvent réunies; tout d'abord, la concentration y est intense, on peut aisément compter les houillères de France, d'où entente facile pour une politique commune. D'autre part, les ouvriers et employés y sont plus syndiqués, mieux organisés que dans n'importe quelle autre branche de la production. Le salariat dispose ici d'assez de force pour se faire entendre. Enfin, l'opinion publique tient le travail dans les mines pour très pénible et appuie les revendications des salariés. En fait, les allocations familiales sont payées dans tous les bassins miniers, mais sous des formes et avec des taux variables, chaque houillère en faisant, d'ailleurs, directement le service sans passer par l'intermédiaire d'une Caisse de compensation.

Dans le textile, la situation n'est guère moins favorable; ici encore, il s'agit d'une industrie concentrée; au V^e Con-

(7) Il nous faut ajouter la métallurgie. Mais dans cette branche ce sont souvent les patrons qui distribuent eux-mêmes les allocations, primes, etc., sans passer par une Caisse de compensation.

grès national des Allocations familiales (Rouen-Le Havre, 8 au 10 juin 1925), M. Louis DESCHAMPS, président de la Caisse patronale de l'Industrie textile de la région normande, constatait que 85 % des patrons étaient affiliés à la Caisse et il estimait que c'était insuffisant encore. « Notre Caisse du textile, qui est la plus ancienne, puisqu'elle date de juin 1919, comprend 85 % des industriels cotonniers et lainiers de la région. Pourquoi pas 100 % ? » En outre, cette industrie est très puissante et prospère, elle peut se montrer large vis-à-vis de la main-d'œuvre. Enfin, elle a à sa tête des patrons qui voient dans les employés et ouvriers des collaborateurs et qui estiment que le devoir du patronat n'est pas terminé quand il a payé les salaires convenus (8). Voici un bref exposé de ce qui a pu être fait par le Consortium de Roubaix-Tourcoing :

Allocations mensuelles

Pour 1 enfant	60 francs.
Pour 2 enfants	150 —
Pour 3 enfants	240 —
Pour 4 enfants	360 —
Pour 5 enfants	450 —
Pour 6 enfants	540 —

Primes de naissance

Pour le premier né	240 francs.
Pour les suivants	240 —

(8) Ceci n'est pas spécial au textile, mais c'est une des caractéristiques de cette industrie.

Il y a, en outre, des allocations de maladie: 5 francs par jour à dater du 11^e jour; sans compter toute une série d'œuvres (9). Roubaix constate que, grâce à ces mesures, elle réussit à maintenir chaque jour davantage la mère de famille au foyer, au grand bénéfice de la diminution de la mortalité infantile et de l'éducation des enfants.

L'industrie du bâtiment et des travaux publics est infiniment moins concentrée que les mines et le textile. Il y a une foule d'entrepreneurs, les uns grands, les autres petits. Et cependant, le succès des allocations familiales a été considérable. En effet, en 1921, après une année d'existence, la Caisse du bâtiment parisien comptait 8.200 allocataires et 13.274 enfants. En 1927, donc après six années de développement, le nombre d'allocataires a été de 15.000 et le nombre d'enfants de 25.000. On voit que la proportion est du simple au double.

En 1921, il a été versé (pour 199.463.456 francs de salaires déclarés):

En allocations	3.203.840 francs.
En primes de naissance	296.550 —

En 1927(pour 749.660.000 francs de salaires déclarés), il a été versé:

En allocations	11.172.077 francs.
En primes de naissance	537.580 —

(9) Colonie d'enfants pour filles de 6 à 13 ans.

Ces chiffres nous montrent le succès de l'institution des allocations dans le bâtiment (10). Il est d'un haut enseignement d'en rechercher le pourquoi. Le voici incontestablement : c'est que les patrons du bâtiment et des travaux publics sont, pour l'immense majorité, groupés dans des syndicats et que le service des allocations familiales a été constitué comme une annexe de ces syndicats. Que telle soit bien la réalité, c'est ce qui résulte des faits suivants sur lesquels il convient d'insister.

Le 19 décembre 1922 fut votée une loi ainsi conçue : « Les cahiers des charges des marchés des travaux publics passés au nom de l'Etat, des Départements, des Communes et des Etablissements publics, pourront prévoir l'obligation pour le soumissionnaire de servir des allocations familiales au personnel occupé à ces travaux. » Cette disposition d'ordre général a été mise au point par des décrets du 13 juillet 1923. Une des stipulations essentielles de ces décrets consiste en ce que, sauf quelques rares exceptions, les entrepreneurs des travaux publics doivent s'affilier à une Caisse de compensation. Mais ces Caisses — et c'est là le point capital à souligner — ne sont ouvertes qu'aux patrons syndiqués; ce sont des annexes des syndicats. Dès lors, c'était la carte forcée pour les quelques patrons du bâtiment restés jusque-là en dehors des syndicats. A la suite d'interventions minis-

(10) Mais il est bon de dire qu'une grande partie de ce succès est due à la loi du 19 septembre 1922 qui a rendu les allocations obligatoires dans les entreprises de Travaux publics.

térielles, les caisses de compensation ont dû entre-bâiller leurs portes pour les non-syndiqués; mais elles ne l'ont fait qu'à leur corps défendant, et à condition que ce ne soit que transitoire. En principe donc, dans le bâtiment, on ne peut adhérer à une caisse de compensation que si on fait, au préalable, partie du syndicat de la profession. La réciproque ne pourrait-elle pas se faire admettre? Ne pourrait-on ajouter aux conditions ordinaires d'entrée dans un syndicat la clause d'adhésion à une caisse de compensation pour allocations familiales, toutes les fois que le syndicat en aurait établi une comme service annexe? Nous reviendrons plus loin sur cette question essentielle.

Pour le moment, l'on a, semble-t-il, saisi sur le vif les conditions de succès des allocations familiales; il faut que la branche de la production, dans laquelle on veut les établir, soit ou très concentrée ou très syndiquée.

La concentration fait, dans l'industrie, d'incessants progrès, particulièrement depuis la guerre. Dans tous les grands pays : Etats-Unis, Angleterre, France, Allemagne, Italie, Belgique, on assiste à de continuelles fusions d'entreprises sous forme d'omniums, de consortiums, de trusts, etc. L'un des hommes d'Etat et des industriels qui fut en Allemagne le plus en vue à son époque, Walter Ratheneau, a même dit, et jusqu'à un certain point démontré, que, dans la concurrence mondiale, les industries fortement concentrées seraient bientôt seules en état de vivre et de prospérer.

Mais ce mouvement de concentration ne s'étend pas à l'agriculture; tout au contraire, semble-t-il.

Du point de vue de l'étendue, l'on distingue généralement les sortes d'exploitations suivantes :

Grandes exploitations.....	plus de 40 hectares
Moyennes —	de 10 à 40 —
Petites —	de 1 à 10 —
Exploitations parcellaires	au dessous de 1 ha.

D'après les statistiques, sans doute un peu approximatives, les exploitations se répartiraient ainsi en France actuellement :

De 1 à 10 hectares	47 %
De 10 à 40 —	12 %
Au-dessus de 40 hectares.....	2 %

Le reste serait représenté par les toutes petites exploitations : soit 39 %. Il n'en faudrait pas conclure que 86 % du sol national sont occupés par les petites exploitations. Ces 86 % ne couvrent que 26,5 % et les grandes 44 %.

D'après des chiffres donnés par M. CAZIOT, dans son ouvrage *La terre à la famille paysanne*, le nombre total de propriétaires ruraux serait de 4 millions, exploitant à eux tous les 48 millions d'hectares. Ces 48 millions d'hectares se répartiraient ainsi :

- 21 % aux petits propriétaires exploitants ;
- 27 % aux moyens propriétaires exploitants ;

16 % aux moyens propriétaires non exploitants ;
36 % aux grands propriétaires non exploitants.

On n'a pas compté ici les propriétaires de moins de 1 hectare.

Ces statistiques, même si elles ne sont que relativement exactes, démontrent, en tout cas, qu'il n'y a pas de concentration en agriculture. Nous croyons même que, depuis sept ou huit ans, les grands domaines ont été souvent morcelés (cela en grande partie sans doute à cause des règles successorales du partage égal) et que la propriété paysanne, c'est-à-dire la petite et la moyenne, ont dû gagner beaucoup de terrain. Dans l'Ouest, notamment, nous pourrions citer de très nombreux exemples de grandes propriétés qui ont été divisées et achetées par les anciens fermiers.

Du point de vue social, il y a là une évolution, à divers égards, intéressante, mais qui n'est pas de nature, loin de là, à faciliter l'essor du système des allocations familiales.

D'une part, c'est un fait assez souvent vérifié que le salarié qui accède au patronat n'est pas très disposé à s'imposer des sacrifices spéciaux en faveur de son personnel.

D'autre part, plus la propriété se morcelle, moins elle a besoin de main-d'œuvre salariée; le chef de famille suffit à la besogne, avec sa femme et ses enfants, sauf peut-être au moment des grands travaux, fenaison, moisson, etc.

En Bretagne, par exemple, les exploitations de 40 hectares sont tout à fait une rareté; les exploitations habituelles

oscillent entre 6 et 15 hectares. La famille y vit avec un jeune domestique qui n'a pas encore fait son service militaire, ou un domestique déjà âgé dont les enfants sont élevés et qui a dû se remettre au travail par suite de la hausse du coût de l'existence. Ces salariés — en tout petit nombre — sont à peu près traités comme s'ils étaient de la famille. Dans un opuscule sur les allocations familiales dans l'agriculture, M. BONVOISIN a essayé de répondre à cette objection. « Parmi les raisons que le propagandiste rencontre le plus souvent à l'encontre de l'extension des allocations familiales à l'agriculture, une des plus fréquentes est la rareté prétendue, dans l'état actuel de l'exploitation rurale en France, des salariés proprement dits; pays de petite culture où la propriété est de plus en plus morcelée, la France ne compterait qu'un très petit nombre d'ouvriers ruraux. A cette appréciation, je me contenterai d'opposer une statistique extraite de l'avis présenté au nom de la Commission d'Agriculture de la Chambre sur le projet de loi relatif aux assurances sociales, d'après les chiffres communiqués à cette Commission par le Gouvernement, sur la base du recensement de 1911, la répartition de la main-d'œuvre agricole à cette époque s'établissait de la manière suivante :

Professions	Hommes	Femmes	Total
Domestiques agricoles. . .	501.665	212.949	714.614
Ouvriers journaliers agric..	1.579.316	578.086	2.157.402
Charretiers agricoles . . .	28.625	»	28.625
Jardiniers	89.755	12.261	102.016
Métayers.	300.000	260.000	560.000 (11)
	2.499.361	1.063.296	3.562.657

On nous permettra bien de dire que cette statistique n'est guère concluante. Les métayers ne devraient pas y figurer; ce ne sont pas des salariés; ce sont des associés de propriétaires au sens précis du mot, puisque leur rémunération consiste dans un partage, fixé d'avance, des revenus de la terre. Aujourd'hui, d'ailleurs, leur situation est très prospère et pour eux les allocations ne seraient que des « gouttes d'eau ». D'autre part, le chiffre même des salariés agricoles, à supposer qu'on le connût exactement, ne serait lui-même que d'un intérêt médiocre; ce qu'il faudrait connaître en plus, ce serait la situation de famille de ces salariés. On a des statistiques assez précises sur ce point dans l'industrie : mines, textiles, bâtiment, etc.; on n'en a pas dans l'agriculture, semble-t-il. Enfin, la statistique reproduite par M. BONVOISIN est ancienne, surtout parce que la guerre a

(11) M. BONVOISIN : « Les Allocations familiales en agriculture ». Conférence faite le 15 décembre à la Société d'Economie Sociale, p. 13 et 14.

passé depuis avec les transformations profondes qu'elle a entraînées, à la campagne particulièrement.

Aussi M. BONVOISIN se borne-t-il à dire pour conclure : « Sans doute, la situation a-t-elle pu se modifier depuis 1911; mais il est à présumer qu'il y a encore, à travers nos campagnes, des centaines de milliers de travailleurs groupés dans des exploitations qui pourraient leur assurer des allocations au même titre que celles qui adhèrent actuellement aux caisses de compensation (12). »

Certes, il y a encore, en France, des centaines de milliers de salariés agricoles; mais combien parmi eux sont dans les conditions requises pour pouvoir bénéficier des allocations familiales? C'est-à-dire combien ont à leur charge des enfants de moins de treize ou quatorze ans? Il y a là un point qui reste obscur. Supposons, d'ailleurs, que ce nombre soit très réduit. Ce ne serait pas une raison de renoncer à étendre à l'agriculture le système des allocations. La charge serait alors peu lourde et l'on pourrait songer à donner des taux très élevés comme dans certaines branches de l'industrie. C'est, semble-t-il, une condition de l'efficacité des allocations : si elles se réduisaient à un geste symbolique, elles seraient inopérantes. Il nous semble, néanmoins, que les services du Ministère de l'Agriculture et les grandes associations agricoles devraient s'efforcer de déterminer :

- 1° Le nombre des salariés agricoles ;
- 2° Leur situation de famille.

(12) M. BONVOISIN. Conférence déjà citée, 1925, p. 14.

Ce sont deux données sans lesquelles il sera difficile de bâtir quelque chose de sérieux. An fond, en effet, le service des allocations familiales est une sorte d'assurance contre le risque de la naissance d'enfants, risque qui alourdit la charge de tout budget, mais qui déséquilibre vite celui du salarié. Que cherche-t-on par l'allocation, si ce n'est rendre la naissance d'un enfant indifférente ou même avantageuse quant à l'équilibre du budget de ses parents? Mais les primes à payer par le patronat doivent forcément être en rapport avec les risques; il serait donc, semble-t-il, essentiel de pouvoir chiffrer ces risques, du moins approximativement.

On a dit que la naissance n'était pas un risque comme un autre, car il est sous la dépendance de la volonté. Mais peut-être n'est-ce pas entièrement exact et la volonté elle-même est déterminée par des éléments divers, parmi lesquels figure la charge pécuniaire que représente la venue d'un enfant.

C'est cette question de risque contre la naissance ou plus exactement contre les conséquences de la naissance qui a donné à certains l'idée de « Mutuelle familiale ».

En effet, l'on s'est rendu compte que le système des allocations familiales, qui est d'application aisée dans les régions de grande culture, est beaucoup plus difficile à introduire dans les régions de moyenne et petite culture. M. LEBRETON, président de la Caisse mutuelle agricole d'allocations familiales de la Bretagne méridionale, dans son rapport présenté en 1927 au VII^e Congrès national (Bruxelles, 23-25 mai 1927), constate très justement : « En réalité, les régions de

grande culture paraissent seules pouvoir s'adapter au régime des allocations, tel qu'il fonctionné dans l'industrie; c'est seulement dans ces régions que le patronat est assez puissant pour créer des caisses largement approvisionnées et procurant aux ouvriers des allocations intéressantes(13). » Par contre, M. LEBRETON estime que, dans les régions de moyenne et petite culture, le problème devient plus complexe, car la population ouvrière y est clairsemée, souvent même inexistante (14). Aussi M. LEBRETON n'hésite pas à conclure la pratique des allocations familiales, « bonne en régions de grande culture, est défectueuse, ou tout au moins sans portée pratique et sans avenir dans les régions de petite culture ».

Cette conclusion nous semble un peu exagérée, d'autant que la réalité nous montre le système des allocations familiales existant et vivant dans des régions autres que celles de grande culture. Il n'en est pas moins vrai que, dans les régions de moyenne et petite culture, le système des mutuelles familiales semble avoir un avenir plus brillant que les allocations familiales. La Bretagne l'a d'ailleurs expérimenté et les résultats ont été concluants. Nous verrons quelques exemples de mutuelles agricoles dans le chapitre suivant. Preuve que dans les régions où, de par l'absence de

(13) Rapport de M. LEBRETON au VII^e Congrès National. Bruxelles 1927, p. 77 et 79.

(14) Id.

(15) Id.

l'élément ouvrier, le système des allocations familiales semblait ne pouvoir pénétrer, on peut, en le déformant il est vrai, l'adapter aux conditions des cultivateurs.

On voit que, même dans les régions qui ne connaissent pas le salariat rural, la formule nouvelle et ingénieuse des mutuelles familiales permet d'appliquer le système des allocations, aussi bien dans les régions de moyenne et petite culture que dans les régions de grande culture.

CHAPITRE IV

**Tentatives faites en Agriculture en faveur
des allocations**

Par tout ce qui précède, l'on voit que l'institution des allocations familiales est susceptible de trouver dans l'agriculture un certain champ d'action. La preuve en est que, déjà, elle y fonctionne et que, d'année en année, le nombre de Caisses agricoles de compensation augmente régulièrement.

Les premières Caisses agricoles apparurent en 1920 et leur nombre resta d'abord limité à trois, ayant respectivement leur siège à Paris, Tours et Bordeaux.

En 1924, on comptait onze Caisses agricoles : Bordeaux, Eure, Bu, Châteaudun, Montpellier, Ile-de-France, Orléans, Arras, Montvilliers, Soissons et Tours.

Leur nombre s'accrût d'année en année.

En 1925, s'ajoutèrent Arras, Rouen, Glos-Lisieux, Château-Thierry, Laon, Chaumont, Brie, Reims, Caen.

En bref, aujourd'hui l'on compte trente-quatre Caisses exerçant leur action sur quarante-trois départements.

Voici quelques détails sur les Caisses les plus intéressantes,

soit par leur importance, leur façon spéciale d'envisager les allocations ou autres caractéristiques particulières.

Les renseignements qui vont suivre sont tirés du rapport déjà cité de M. FERTE, à Rouen, en 1925, complété par des détails puisés tant dans l'annuaire du Comité central des allocations familiales que dans diverses brochures éditées par ce Comité, ainsi que dans le rapport de M. Marc DUVAL-ARNOULD au dernier Congrès de Lyon le 14 mai 1928.

1° *Bordeaux.* — La Caisse s'appelle « Caisse agricole de sursalaire familial de la région bordelaise ». Siège social : 7, cours de Gourgues, et secrétariat : 6, rue des Trois-Conils.

Comme nous l'avons vu dès le début, cette caisse date du 1^{er} mai 1920. Elle compte actuellement, d'après les statistiques du dernier Congrès de Lyon : 40 adhérents et 1.148 bénéficiaires. Les cotisations sont basées sur l'effectif du personnel et s'élèvent au taux fixé de 4 fr. 60 par employé et par mois. Le total des allocations versées en 1927 s'élève à 81.710 francs. Si l'on analyse un peu ces chiffres, l'on voit : 1° qu'il s'agit de grosses exploitations employant beaucoup de main-d'œuvre salariée; 2° que l'on ne connaît pas l'indication de la somme globale payée en salaires et que, partant, on ne peut se rendre un compte exact de la charge additionnelle supportée par les patrons; elle est manifestement peu élevée.

2° *Paris et région parisienne.* — Le titre de la Caisse est le suivant : « Caisse mutuelle agricole d'allocations fami-

liales de l'Ile-de-France ». Administration: 8, rue d'Athènes, Paris. — Début : décembre 1920. — Le nombre d'adhérents a été de 32, en 1927, pour 159 familles bénéficiaires. Les allocations versées dans le courant de l'année écoulée ont été de 126.779 francs. Là encore, nous avons affaire à de grandes exploitations, à ce que l'on a appelé de la « culture industrialisée ». Mais, pour ne pas décourager les agriculteurs ayant peu de familles devant bénéficier des allocations, la Caisse de l'Ile-de-France a adopté l'ingénieux système de la « compensation limitée ». Comme d'autres caisses ont adopté ce même système, il nous faut voir en quoi il consiste. On comprend tout d'abord que de deux exploitants ayant, l'un beaucoup de personnel devant bénéficier des allocations et l'autre très peu de personnel, les avantages ne sont pas égaux et que le second aura avantage à donner directement à son personnel les même primes que la Caisse accorde aux autres. Dès lors, le but de la compensation limitée est double : 1° Limiter la charge des adhérents dont l'exploitation comporte peu de familles bénéficiant des allocations, c'est-à-dire lorsque les allocations versées sont inférieures à la cotisation ; 2° Limiter la charge de la Caisse et, par suite, de l'ensemble des adhérents, en majorant la cotisation des agriculteurs qui ont un personnel nombreux à bénéficier des allocations.

La Caisse de l'Ile-de-France pratique la compensation limitée à 25 %, c'est-à-dire que l'adhérent a droit pour son personnel à 25 % au-dessus et 25 % au-dessous de la coti-

sation versée. Un exemple fera comprendre : Supposons une exploitation de 100 hectares et admettons que la cotisation soit de 10 francs par hectare ou, au total, $100 \times 10 = 1.000$ fr. La compensation limitée à 25 % signifie que cet adhérent a droit, pour son personnel, à un total d'allocations de :

$$1.000 - 25 \% = 1.000 - 250 = 750 \text{ francs.}$$

$$1.000 + 25 \% = 1.000 + 250 = 1.250 \text{ francs.}$$

Dès lors, si les allocations versées forment une somme inférieure à la cotisation diminuée de 25 % (ici, en continuant l'exemple, si les cotisations sont inférieures à 750 fr.), il y a ristourne au profit de l'adhérent. Si, par exemple, dans le cas cité plus haut, les cotisations ne se sont élevées qu'à 200 francs, l'adhérent recevra une ristourne de :

$$750 - 200 \text{ fr.} = 550 \text{ francs.}$$

Dans ce cas, l'adhérent n'aura payé que $1.000 - 550 = 450$ francs pour 200 francs d'allocations, ce qui fait qu'il ne supporte que 250 francs. Sans la compensation limitée, il aurait supporté : $1.000 - 200 = 800$ francs.

On voit la différence.

Réciproquement, si la somme d'allocations est supérieure à la cotisation, augmentée de 25 %, il y aura rappel au profit de la Caisse. Continuant l'exemple cité plus haut et admettant que les cotisations s'élèvent à 1.800 fr., comme l'adhérent n'a droit qu'à 1.250 francs, il devra supporter en plus : $1.800 - 1.250 = 550$ francs.

Comme il a déjà payé 1.000 francs, il aura payé en tout

$1.000 + 550 = 1.550$ francs, alors que son personnel aura touché 1.800 francs, ce qui fait que la Caisse supporte 250 francs au lieu de : $1.800 - 1.000 = 800$ francs, sans la compensation limitée.

Bien entendu, si la somme d'allocations est comprise entre la cotisation normale et la cotisation augmentée ou diminuée de 25 %, il n'y a ni ristourne, ni rappel, puisque l'on se tient dans les limites prévues.

En résumé, la ristourne représente la différence entre la cotisation diminuée de 25 % et les allocations versées et le rappel représente la différence entre les allocations versées et la cotisation augmentée de 25 %.

Ce système, assez simple dès qu'il est compris, est très caractéristique en même temps que très juste et l'on ne peut que souhaiter qu'il se développe.

3° *Touraine*. . . « Caisse Tourangelle de Compensation pour allocations aux familles ouvrières agricoles », 4 bis, rue Jules-Favre, Tours. Début en 1921 avec 16 adhérents. Cotisations de 2 francs par hectare de terre ou de vigne, 0 fr. 10 par hectare de bois, avec un minimum de 100 francs par an. L'année dernière, cette Caisse a distribué pour 3.700 francs d'allocations.

4° *Orléans*. . . « Caisse Horticole d'Allocations Familiales de la Région Orléanaise », 16, route d'Olivet, à Orléans.

Le nombre d'adhérents à cette Caisse est de 20 en 1926 et en 1927. Le nombre de familles bénéficiaires des allocations

est de 105 et le total des allocations distribuées en 1927 s'élève à 31.214 francs. Nous avons affaire ici à de grosses exploitations, car, pour 20 exploitations, l'effectif du personnel est de 1.356, principalement des pépiniéristes (sur 20 adhérents, 19 sont pépiniéristes). Les cotisations sont calculées non pas sur le nombre d'hectares, mais sur le salaire (1,25 % des salaires).

5° *Evreux*. — « Caisse Mutuelle syndicale d'Assurance et de Prévoyance en faveur des ouvriers agricoles de l'Eure », 9, rue de la Petite-Cité, à Evreux.

Début en 1923.

Nombre d'adhérents en 1927 : 69 (73 en 1926).

Nombre de familles bénéficiaires en 1927 : 90.

Total des allocations versées en 1927 : 33.720 francs.

6° *Arras*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la Région du Nord », 31, boulevard Carnot, à Arras.

Début : octobre 1923.

En 1927 : 30 adhérents (19 seulement en 1926) pour 27 familles bénéficiaires, qui ont reçu, en 1927, pour 9.955 francs d'allocations.

7° *Châteaudun*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes », 5, rue Péan, à Châteaudun.

Début en février 1924.

Actuellement 68 adhérents et 120 familles bénéficiaires.

8° *Montpellier*. — « Caisse de Compensation Agricole de l'Hérault », 17, rue Maguelonne, à Montpellier.

Date d'entrée en fonctionnement : 1^{er} juillet 1924.

Actuellement, il y a 79 adhérents cultivant 4.347 hectares, principalement en vigne. Il y a 107 familles bénéficiaires et le total des allocations distribuées en 1927 s'est élevé à 40.300 francs.

9° *Pays de Caux*. — « Caisse Patronale d'Allocations Familiales des Agriculteurs du Pays de Caux ». Siège social : Mairie de Montivilliers (Seine-Inférieure).

Le nombre des adhérents de cette Caisse diminue régulièrement et nous n'en avons pas trouvé les causes. Aussi, après avoir été de 45, il est descendu à 35, puis, en 1926, à 29 et, actuellement, il est de 25. En 1927, il y a eu 24 familles bénéficiaires et le total des allocations distribuées est monté à 10.095 francs.

10° *Meuse*. — « Caisse Mutuelle Familiale du Bassigny ». Siège social à Malroy (Meuse).

Début en avril 1925. Cette Caisse est aussi une sorte de mutualité, car les bénéficiaires des allocations ne sont pas seulement les ouvriers, mais il y a les adhérents eux-mêmes. D'ailleurs, nous reparlerons de cette Caisse plus loin.

11° *Aisne*. — « Caisse Mutuelle d'Allocations Familiales de l'Union des Syndicats Agricoles de l'Aisne », 28, rue Vinchon, Laon.

Début : 1^{er} avril 1925.

Actuellement, 88 adhérents.

Nombre de familles bénéficiaires : 442.

Total des allocations versées en 1927 : 202.280 francs.

C'est M. Marc DUVAL-ARNOULD qui est directeur adjoint de cette Caisse. Nous aurons, du reste, à citer de nouveaux intéressants rapports du Congrès de Lyon de mai dernier.

Cette région est une région de grande culture, ce qui explique le succès des allocations.

12° *Meaux*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la Brie ». Siège social, 13, rue Sauvé-Delanoue, à Meaux.

Début en mai 1925.

Il y a actuellement 35 adhérents. 195 familles bénéficiaires et, dans le courant de l'année écoulée, il a été versé pour 121.735 francs d'allocations.

Cette Caisse pratique le système de la compensation limitée dans les risques réciproques de la Caisse et de l'adhérent à 35 % de la cotisation. Ce taux laisse une marge assez grande.

13° *Glos-Lisieux*. — « Caisse d'Allocations Familiales des Ouvriers Agricoles de la Région de Glos » (Calvados).

Créée le 1^{er} avril 1924, cette Caisse compte actuellement 27 adhérents, 10 familles bénéficiaires et, en 1927, elle a versé pour 10.095 francs d'allocations.

14° *Château-Thierry*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la région de Château-Thierry ». Siège social : 1, rue Drugeon-Lecart, à Château-Thierry.

Début en 1925. Actuellement, il y a 17 adhérents, 31 familles bénéficiaires et, en 1927, cette Caisse a distribué pour 25.000 francs d'allocations.

15° *Beauvais*. — La Caisse agricole de Beauvais compte 37 adhérents, 236 familles bénéficiaires et, en 1927, elle a distribué pour 155.310 francs d'allocations.

16° *Rouen*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la Seine-Inférieure ». Siège social : 37, rue Thiers, à Rouen.

Début : 1^{er} juillet 1925.

Actuellement, cette Caisse a 83 adhérents, 86 familles bénéficiaires et, pendant l'année écoulée, elle a distribué une somme de 28.735 francs.

17° *Caen*. — « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales », 3, rue Auber, Caen.

Entrée en fonctionnement : 9 octobre 1925.

En 1927 on a compté : 37 adhérents, 31 familles bénéficiaires et la Caisse a distribué 23.075 francs d'allocations.

18° *Pau*. — La Caisse de Pau, qui n'a que 21 adhérents, compte, par contre, 406 familles bénéficiaires, qui ont reçu en allocations, pendant l'année écoulée, une somme de 169.878 francs. On voit immédiatement que cette région n'a que des grandes exploitations.

D'autres Caisses, bien qu'en fonctionnement, donnent de moins bons résultats. Citons :

19° *Montargis*, avec 9 adhérents, 5 familles bénéficiaires et 3.475 francs d'allocations distribuées en 1927.

20° *Marseille*, qui compte 10 adhérents, 7 familles bénéficiaires et qui a versé, en 1927, 3.985 francs d'allocations (725 francs seulement en 1926).

21° *Perpignan*, 59 adhérents, 58 familles bénéficiaires et 13.299 francs d'allocations en 1927.

22° *Niort*, avec 14 adhérents, 16 familles bénéficiaires et 4.640 francs d'allocations versées en 1927.

23° *Brest*, avec 16 adhérents, 28 familles bénéficiaires et 4.774 francs d'allocations versées en 1927.

24° *Coutances*, avec 10 adhérents, 9 familles bénéficiaires et 5.840 francs d'allocations versées en 1927.

25° La Caisse de *Champagne* a plus de succès avec ses 39 adhérents, 57 familles bénéficiaires et 14.726 francs versés en 1927 pour allocations.

26° *Rethel* fonctionne encore mieux, puisque, pour 15 adhérents seulement et 28 familles bénéficiaires, sa caisse a distribué, en 1927, pour 15.516 francs d'allocations.

D'autres Caisses agricoles sont en formation, citons : *Dijon*, *Nancy*.

D'autres font des progrès extraordinaires. Nous n'avons pas parlé encore de la Caisse de *Vannes*, dont le titre est : « Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la Bretagne Méridionale ». Cette Caisse a débuté en janvier 1926. Au bout d'une année d'existence, elle comptait

88 adhérents et 70 familles bénéficiaires et distribuait, en 1926, pour 4.475 francs d'allocations. Ces chiffres sont déjà très imposants. Que dire cependant de ceux communiqués au Congrès de Lyon, où nous avons appris qu'en 1927 *Vannes* comptait 460 adhérents (contre 88 l'année précédente), 440 familles bénéficiaires (contre 70 en 1926), et avait distribué la somme coquette de 49.750 francs d'allocations, contre 4.475 francs pendant 1927, soit plus de dix fois cette somme ! Il est intéressant de noter que cette Caisse est aussi une Mutualité, car elle paye des allocations à ses adhérents, même s'ils ne sont pas salariés. Nous étudierons plus loin le principe de cette organisation avec la caisse de *Bassigny*.

Quant à la Caisse de *Soissons*, dont nous n'avons rien dit encore, elle mérite une mention spéciale, car elle donne des allocations dont le taux se rapproche de ceux alloués par l'industrie. Là encore, nous voyons que nous avons affaire à un pays de grande culture, puisque la Caisse de *Soissons* comptait à ses débuts 28 adhérents cultivant 9.524 hectares et que seulement 3 adhérents cultivaient moins de 100 hectares.

Dès le début de cette Caisse, ses adhérents voulurent que les allocations agricoles soient sensiblement égales aux allocations industrielles. Cette initiative parut audacieuse et cependant, après le premier exercice, tous les membres étaient encore plus disposés à augmenter ces allocations qu'à les diminuer.

Une caractéristique particulière de la Caisse de *Soissons* est qu'elle a adopté une base de tarification très ingénieuse; en effet, ses tarifs se modifient suivant l'indice du prix du pain. Le tarif de base est calculé sur le prix du pain à 1 fr. 50 et il varie de 10 % chaque fois que le prix du pain augmente ou diminue de 10 centimes. Ce système donne des résultats qui sont appréciables pour l'ouvrier; malheureusement, et au risque de nous répéter, nous devons ajouter qu'ils ne peuvent être obtenus que dans des régions de grande culture, réellement industrialisées.

Pour être tout à fait exacts, il nous faut constater que d'autres Caisses ont actuellement des tarifs égaux et même supérieurs à ceux de la Caisse de *Soissons*. Nous avons cité, dans un précédent chapitre, les Caisses de *Coutances*, *Orléans*, *Paris*.

L'ensemble de toutes ces statistiques, encore qu'assez incomplètes, nous permet cependant de dégager certaines conclusions.

Sauf exceptions, il n'y a que la grande culture qui pratique un peu le système des allocations familiales. Et cela se comprend aisément, comme nous le disions dans un précédent chapitre, c'est elle à peu près seule qui emploie de la main-d'œuvre salariée. La petite et la moyenne culture, si répandues en France, se contentent, presque toujours, de la main-d'œuvre familiale. Et, dès lors, il paraît difficile de leur demander des cotisations pour les ouvriers qui travaillent chez leurs puissants voisins. Là où est le bénéfice, là

doit être la charge « Ubi emolumentum, ibi onus ». En conséquence, c'est aux exploitations qui emploient des salariés à faire face aux allocations. Il s'ensuivrait que l'institution des allocations familiales ne conviendrait qu'à la grande culture, c'est-à-dire à celle qui se rapproche de l'industrie.

C'est ce que constatait M. LEBRETON, président de la Caisse Mutuelle Agricole d'Allocations Familiales de la Bretagne méridionale, dans son rapport au 7^e Congrès des Allocations Familiales tenu à Bruxelles (23-25 mai 1927). Il disait : « Les régions de grande culture paraissent seules pouvoir s'adapter au régime des allocations, tel qu'il fonctionne dans l'industrie. C'est, en effet, seulement dans ces régions qu'il existe une population rurale ouvrière pouvant être comparée à celle de l'industrie. »

Puis M. LEBRETON continuait : « Si nous étudions les régions de moyenne et petite culture, le problème devient plus complexe, car la population ouvrière y est clairsemée, souvent même inexistante. Dès lors, les Caisses créées dans ces régions au profit des seuls ouvriers agricoles ont une vie très réduite; les bénéficiaires sont peu nombreux et bien que les allocations qu'ils reçoivent en soient d'autant plus élevées, les Caisses ne peuvent se développer faute d'objet. » Et M. LEBRETON de conclure : « Que la formule, bonne en régions de grande culture, est défectueuse, ou tout au moins

sans portée pratique et sans avenir dans les régions de petite culture (1) ».

On a cependant fait quelques tentatives intéressantes, notamment à *Bu*, pour l'étendre à la petite et à la moyenne culture. Voici quelques détails que l'on trouve dans le rapport de M. Jean FERTE (2) :

La Caisse de *Bu* a été constituée dans la forme d'un syndicat qui a pour titre : « L'Alliance agricole de *Bu* ». Son premier exercice a été celui de 1924. La région de *Bu* comprend des cultures de petite et de moyenne importance utilisant de 1 cheval à 8 ou 10 chevaux. Nous permettra-t-on d'observer au passage que des exploitations se servant de 8 à 10 chevaux doivent être déjà considérables; dans l'Ouest: Mayenne, Manche, Ille-et-Vilaine, il y en a, croyons-nous, bien peu.

Les cotisations sont payées annuellement et sont basées sur les contenances cultivées d'après trois tarifs :

Le premier, applicable jusqu'à 15 hectares (petite culture) ;

Le deuxième, de 15 à 50 hectares (moyenne culture) ;

Le troisième, au-dessus de 50 hectares (grosse culture).

Les bois ont un régime spécial. Quel que soit le chiffre de la cotisation, la proportion des trois tarifs entre eux doit

(1) Compte-rendu du VII^e Congrès National des Allocations familiales, p. 77, 78 et 79.

(2) Rapport au V^e Congrès National des Allocations familiales. Rouen 1925.

toujours être de deux pour la petite culture, trois pour la moyenne et quatre pour la grosse culture.

Une réduction est octroyée en faveur des cultivateurs syndiqués ayant à leur charge des enfants âgés de moins de treize ans, savoir :

Pour le premier enfant : trois hectares ;

Pour le deuxième enfant : six hectares ;

Pour le troisième enfant : neuf hectares.

Et ainsi de suite, en ajoutant trois hectares pour chaque enfant. Soit, pour 6 enfants : 18 hectares.

Par suite, un cultivateur chargé de famille peut faire partie du Syndicat sans verser aucune cotisation. La progressivité ainsi établie dans le tarif des cotisations est justifiée par le motif suivant : le besoin de main-d'œuvre est important dans les grosses exploitations, tandis qu'il est nul ou presque dans les petites.

Toutes les sommes encaissées dans l'année à titre de cotisations, droits d'entrée, amendes, donations ou autrement, sont réparties entre les bénéficiaires proportionnellement au nombre de points obtenus.

1 enfant donne droit à 1 point.

2 enfants donnent droit à 3 points (1 + 2).

3 — — — 6 — (3 + 3).

4 — — — 10 — (6 + 4).

et ainsi de suite. Par conséquent, un bénéficiaire ayant quatre enfants à sa charge touche dix fois plus qu'un bénéficiaire n'ayant qu'un enfant.

A titre de prime de naissance, l'enfant né dans l'année et vivant lors de la répartition est compté pour deux. Si le père fait un mauvais usage de la somme touchée, le versement a lieu entre les mains de la mère et même peut-être remplacé par des bons destinés à procurer des vêtements, chaussures ou autres objets à l'usage des enfants.

Il est certain que ces statuts sont très ingénieusement combinés et tiennent compte notamment de cette donnée essentielle que, dans la petite et moyenne culture, la main-d'œuvre salariée est fort réduite, alors qu'elle est abondante dans la grande. L'idée de progressivité dans les cotisations mérite, croyons-nous, d'être retenue et perfectionnée, de même que les réductions accordées aux adhérents qui ont des enfants de moins de treize ans.

Mais voyons les résultats obtenus : « La fondation de « l'alliance de Bu », écrit M. FERTE (3), ne fut réalisée que grâce à une propagande active menée pendant plus de six mois par M^e BRETTE (notaire de l'endroit) et utilisant à la fois la presse, les réunions publiques et l'action individuelle. Sept personnes seulement assistèrent à la première assemblée générale et cependant, pour la première année, le nombre des adhérents est monté à 55 ainsi répartis : 6 exploitant moins de 15 hectares, 39 exploitant de 15 à 50 hectares, 10 exploitant plus de 50 hectares. »

Il semblerait donc que toutes les formes d'exploitations :

(3) Rapport au V^e Congrès National de Rouen, 1925, p. 22.

petites, moyennes et grandes, sont représentées. Mais examinons le bilan de plus près. Qu'apprenous-nous? Que 55 adhérents cultivant ensemble 2.335 hectares ont payé un total de cotisations de 2.944 fr. 55.

La plus grosse cotisation figurant dans ce chiffre s'applique à un adhérent cultivant 150 hectares et payant 267 fr. 50; la plus minime s'applique à un adhérent cultivant 19 hectares et payant 1 franc.

On voit donc que les adhérents exploitant moins de 15 hectares n'ont rien payé, sans doute à cause de leurs charges de familles. Ils sont, semble-t-il, venus à la Caisse, non pour verser, mais pour toucher, ou du moins pour être agréables à leurs employés sans bourse délier.

Les adhérents exploitant plus de 15 hectares n'ont pas fait de très gros sacrifices : 2.944 fr. 55.

L'alliance de Bu a reçu une subvention du département et des souscriptions de membres honoraires : ensemble, 875 francs.

Elle a disposé au total de 3.898 fr. 25, qui ont été intégralement répartis entre 28 familles dont :

2 de 5 enfants recevant chacune....	Fr.	610 35
2 de 4 — — — — —		363 50
1 de 3 — — — — —		218 10
7 de 2 — — — — —		109 05
16 de 1 — — — — —		36 35

En somme, malgré l'active propagande et le dévouement de personnes en contact permanent avec les agriculteurs,

les résultats sont fort modestes. Ceux communiqués au dernier Congrès de Lyon (mai 1928), et qui portent sur l'exercice 1927, sont les suivants :

En 1927, la Caisse de Bu a compté 67 adhérents, 90 familles bénéficiaires, et a versé en allocations une somme de 6.879 fr. 60. Ces résultats ne sont pas extraordinaires. Et, cependant, à bien des égards, les conditions de milieu sont favorables; les adhérents sont déjà de notables agriculteurs et les organisateurs sont capables et dévoués.

On peut en conclure qu'il sera fort difficile d'amener la petite et la moyenne culture à la pratique des allocations familiales. C'est aussi l'opinion de M. Jean FERTE (4) : « Nous pensons que les obstacles les plus grands seront rencontrés auprès des petits cultivateurs qu'on décidera difficilement à payer une cotisation dont bénéficiera le plus souvent l'ouvrier de leur voisin. L'idéal est cependant que non seulement le petit cultivateur paie sa cotisation pour ses ouvriers, mais qu'il paie également pour lui-même et qu'il participe aux allocations. La Caisse de *Bassigny* nous offre une première réalisation dans ce sens. »

Jetons donc un regard sur cette Caisse comme on nous y invite. Elle a été fondée au début d'avril 1925 et est entrée en fonctionnement le 1^{er} janvier 1926; elle compte 30 adhérents. Les cotisations des cultivateurs sont de 0 fr. 50 par hectare de bois ou friche, 1 franc par hectare de terre. Coti-

(4) Rapport déjà cité p. 24.

sation des artisans : 20 francs. Minimum des cotisations : 20 francs. Les bénéficiaires sont les adhérents eux-mêmes et leurs ouvriers. Les primes de maternité, ainsi que les allocations annuelles, sont variables et dépendent des ressources à distribuer. Ce système est intéressant, car il tend à mettre en commun les risques des naissances nombreuses.

C'est une conception qui mérite de retenir l'attention, mais qui ne peut donner de résultats sérieux que si elle était pratiquée sur une vaste échelle. Toutes les assurances sont sous la dépendance de la loi des grands nombres; elles ne peuvent être d'aucune efficacité si elles ne portent que sur quelques personnes.

D'autres essais de mutualité agricole — car, en réalité, c'est là la formule des allocations pour la moyenne et la petite culture — ont été faits, entre autres dernièrement à *Vannes*, et l'on a vu plus haut les résultats obtenus, qui sont magnifiques. L'année dernière, en effet, au VII^e Congrès des allocations familiales tenu à Bruxelles, un très intéressant rapport a été présenté par M. LEBRETON, président de la Caisse Mutuelle d'Allocations Familiales de la Bretagne méridionale, sur ce sujet qui nous occupe.

Dans son rapport, M. LEBRETON, après s'être demandé s'il existait une conception des allocations familiales pouvant s'adapter aux régions de petite culture, reproduit un rapport de M. PINAT : « La seule idée, disait-il, qui puisse séduire nos agriculteurs est l'idée d'une mutuelle familiale à versements bénévoles... Reste à trouver la forme de cette

mutuelle... Le paysan consent à s'associer à une mutuelle, en vue de se couvrir d'un risque, incendie ou perte de bétail. Consentirait-il à s'associer à une mutuelle familiale, où le seul risque est la natalité accrue de la famille? S'il est sans enfant, il ne marchera pas. S'il a limité sa famille, ou compte la limiter, il ne marchera pas non plus. Seuls consentiront à s'associer les jeunes ménages solides, vigoureux et décidés à avoir des enfants sans compter. Ils deviendront vite une charge, car si le bon Dieu féconde leur union, ils toucheront plus qu'ils ne verseront. Marcheront encore les cœurs généreux. Ils seront en petit nombre... Il faut l'en excuser, le paysan est calculateur. Il y a quelque vingt ans, l'argent était fort rare au foyer rural, rare à l'excès, et il y a là un atavisme d'épargne un peu âpre dont il faut comprendre la raison (5). » Ces remarques sont fort justes et, cependant, un essai a été tenté en Bretagne méridionale au mois d'octobre 1925. Imitant l'industrie, qui accordait des allocations à ses ouvriers, l'Union bretonne des Syndicats agricoles décida la création de semblables allocations. « Mais suffirait-il de penser aux ouvriers agricoles? se demande M. LEBRETON (6), nos petites exploitations rurales occupent peu d'ouvriers et la plupart des cultivateurs ne connaissent que la main-d'œuvre familiale et la réciprocité de services

(5) Compte-rendu du VII^e Congrès National des Allocations familiales. — Bruxelles 1927, p. 79 et 80.

(6) Compte-rendu du VII^e Congrès National des Allocations familiales. — Bruxelles 1927, p. 81.

entre voisins au moment des grands travaux, qui est une façon de mutualité en action. Nous ne pouvions pas nous désintéresser du sort des ouvriers agricoles. Mais, d'autre part, nous ne pouvions pas négliger de soutenir la main-d'œuvre familiale, dont le développement est pour nos campagnes une condition essentielle de prospérité. Nos syndiqués auraient été fondés à nous reprocher de ne pas faire pour eux et leurs enfants, qui travaillent leur terre comme des ouvriers, ce que nous faisons pour les ouvriers eux-mêmes. Nous nous sommes finalement décidés à fonder, dans la forme syndicale, une Caisse d'allocations, dont les subsides devaient aller à tous ceux qui travaillent la terre, faisant tout à la fois œuvre d'assistance au profit des ouvriers, œuvre de large mutualité au profit des cultivateurs. » Cette Caisse reçoit des cotisations fixées à 2 francs par hectare. Les allocations sont versées annuellement et, à chaque naissance, une prime est allouée. En bref, cette Caisse a pris un essor prodigieux, car le nombre des adhérents est passé de 88 en 1926 à 461 en 1927 et le nombre des enfants bénéficiaires d'allocations est passé de 234 en 1926 à 1.363 en 1927. Les populations bretonnes ont compris leur rôle et elles se sont associées de bon cœur à l'œuvre de mutualité qu'est leur Caisse d'allocations; mais elles veulent rester des mutualités volontaires, car elles se méfient de l'ingérence de l'Etat dans l'attribution et la répartition des allocations; elles craignent de voir créer une nouvelle légion de fonctionnaires et une nouvelle administration dont les frais

généraux engloutiraient une partie des ressources de la Caisse et aboutiraient sans doute à une augmentation du taux des cotisations.

Dans ce chapitre, nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que des Caisses professionnelles, c'est-à-dire des Caisses uniquement agricoles qui n'admettent comme membres que des cultivateurs.

Pour être complet, il faut dire un mot des Caisses inter-professionnelles. En effet, dans beaucoup de régions, il n'y a pas de Caisses agricoles, et s'il se trouve quelque cultivateur désireux de faire bénéficier ses employés des avantages des allocations, il lui faut s'affilier à une autre Caisse, une Caisse industrielle ou une Caisse commerciale, à condition toutefois que cette dernière Caisse accepte les cultivateurs.

On peut citer plusieurs Caisses non spécialement agricoles qui acceptent les agriculteurs comme adhérents : Caisse de compensation de la 19^e région économique, à *Bourges* ; Caisse d'allocations familiales de l'Oise, à *Beauvais* ; Caisse armoricaine, à *Brest* ; Caisse de compensation de la région de la Chambre de Commerce d'*Auxerre*.

A titre d'exemple, nous voulons nous étendre quelque peu sur cette dernière Caisse d'*Auxerre* (7). Elle fut fondée en 1922 et débuta avec 41 membres, tant industriels que

(7) Les détails concernant cette Caisse nous ont été donnés par M. Victor Rouger, cultivateur-éleveur à Villefargeau. Nous lui adressons nos sincères remerciements pour tous les renseignements qu'il a bien voulu nous communiquer.

commerçants ou entrepreneurs. En juin 1923, la question étant posée de savoir si la Caisse pouvait accepter des cultivateurs, il fut répondu par l'affirmative. Comme dans l'industrie les cotisations sont basées sur le salaire et que dans l'agriculture elles sont basées sur le nombre d'hectares de l'exploitation, on eut recours à un moyen ingénieux en faisant payer aux cultivateurs une cotisation basée sur les salaires, comme pour les industriels, mais en majorant ces salaires d'une certaine somme représentant la nourriture et le logement. Actuellement, nous croyons savoir que cette majoration est de 8 francs par jour environ.

Depuis le 1^{er} janvier 1928, la Caisse d'*Auxerre* est divisée en trois sections : une section industrielle, une section commerciale et une section agricole. Certains membres de la Caisse espèrent que ce sectionnement favorisera le recrutement des cultivateurs. Il faudra attendre quelque temps pour être fixé.

Si les cotisations varient d'une section à l'autre, il n'en est pas de même des allocations qui sont les mêmes, qu'il s'agisse d'ouvriers de l'industrie ou d'ouvriers agricoles.

A notre avis, il serait à souhaiter de voir se répandre cette organisation de section agricole greffée sur une Caisse industrielle, ce pendant les premiers temps de la fondation et pour en faciliter le recrutement.

Ce ne doit être cependant qu'une situation d'attente et, dès que les membres adhérents sont suffisamment nom-

breux, la Section agricole, en se détachant de la Caisse industrielle, doit devenir autonome.

Nous venons de voir que la Caisse d'*Auxerre* a établi deux systèmes différents pour recouvrer les cotisations de ses adhérents. Cela nous oblige à exposer les différentes façons de recueillir les cotisations, c'est-à-dire à étudier les bases sur lesquelles on s'appuie pour réclamer la participation des employeurs. D'une manière opposée, il faudra voir ensuite comment les allocations sont payées aux employés.

Les Caisses industrielles prennent en principe le salaire pour base de la cotisation de leurs adhérents. Dans l'agriculture, où il n'y a pas de comptabilité, il serait difficile d'adopter le salaire comme base de compensation. De plus, ce système n'est pas à recommander, sauf dans les très grandes exploitations : vignobles, cultures maraîchères ou autres semblables. « Dans tous les autres cas, lit-on dans le rapport de M. Jean FERTE (8), et dès lors qu'on se trouve en présence de cultures homogènes, la base de l'hectare ralliera la presque totalité des suffrages, mais nous estimons qu'on pourra la tempérer, comme l'a fait Bu, par des coefficients dégrevant la petite culture; admettre, comme à Bu, des déductions pour les propriétaires chargés de famille et appliquer, comme à Meaux, des coefficients différents selon la nature des cultures. »

Nous avons là le principe de la taxation à l'hectare qui est

(8) Rapport au V^e Congrès National des Allocations familiales. Paris-Rouen 1925, p. 26.

appliqué presque partout en culture. Faisant exception, Bordeaux, ne se basant pas sur le nombre d'hectares et imitant les caisses industrielles, réclame à ses adhérents un taux fixe de 4 fr. 60 par employé et par mois, de même Coutances réclame aussi un taux fixe de 1 fr. 50 % du salaire. Citons encore *Laon*, *Marseille* et *Soissons*, qui prennent le salaire comme base de compensation.

Les autres Caisses agricoles prennent l'hectare comme base. Seul le taux à l'hectare varie. Il est de 12 francs par an à *Vannes*, 4 francs à *Glos-Lisieux*, 2 francs à *Tours*, 1 franc à *Malroy* et à *Paris*.

D'autres Caisses établissent des coefficients suivant la nature de l'exploitation : *Meaux*, *Montivilliers*.

Enfin, les autres Caisses fixent le taux à l'hectare tous les ans en assemblée générale.

En résumé, nous voyons trois bases de compensation adoptées par les Caisses agricoles :

Le nombre d'ouvriers : Bordeaux ;

Le nombre d'hectares exploités, avec un coefficient qui varie selon la nature des terres exploitées : la majorité des Caisses ;

Le salaire : quelques Caisses dans les pays de grande culture (*Soissons*).

Si l'on considère à présent non plus ceux qui versent les cotisations, mais ceux qui touchent les allocations, on verra qu'il n'y a pas non plus uniformité parmi les Caisses agricoles.

Tout d'abord, quel est le véritable bénéficiaire? Apparemment c'est l'ouvrier, puisque c'est lui qui touche les allocations et primes diverses. Ne serait-il pas plus exact de dire que c'est l'enfant qui est le véritable allocataire, car, en somme, c'est à cause de lui, et c'est pour lui que ses parents touchent une prime?

Aussi, dans bien des cas, ce ne sera pas le père qui touchera l'allocation, mais on la remettra directement à la mère, ou mieux on la remettra aux personnes chez qui l'enfant habite et, par là, on reconnaît bien que c'est le sort de l'enfant qu'on veut améliorer. Comme la plupart du temps l'enfant demeure chez son père, c'est à ce dernier, en règle générale, que l'allocation sera remise, mais il importe de noter que c'est non pour le père, mais à cause de son enfant, que l'allocation est payée.

Certaines Caisses agricoles exigent un stage qui varie suivant chaque règlement intérieur. La plupart des Caisses exigent un stage de six mois, citons : Arras, Caen, Coutances, Laon, Malroy, Marseille, Meaux, Reims, Rethel, Rouen, Soissons, Tours, Vannes. Cependant, ce stage est moins long dans certaines Caisses; il est de quatre mois à Châteaudun, de trois mois à Château-Thierry, Dijon et Montpellier, de un mois à Bordeaux et Glos-Lisieux, et on n'exige aucun minimum de stage à Niort.

Quant au mode de paiement des allocations, il n'est pas non plus uniforme. Certaines Caisses les remettent directement à l'ouvrier, d'autres les font parvenir à la mère. Dans

d'autres cas, c'est le patron qui paye lui-même à son employé le montant de ses primes et allocations et, ultérieurement, un règlement est fait entre la Caisse et le patron pour balancer les comptes.

Une dernière question est à envisager : c'est celle de savoir s'il faut admettre les étrangers au nombre des bénéficiaires. Dans l'agriculture, la question se pose actuellement où, par suite du manque de bras, les étrangers sont nombreux. A notre avis, ce ne serait pas faire tort ni injure aux Français que de les assimiler pour le paiement des allocations aux ouvriers étrangers. Bien entendu, il ne peut être question ici des ouvriers saisonniers embauchés pour la moisson, le binage des betteraves ou autre tâche périodique. Mais nous ne voyons pas pourquoi l'on ne donnerait pas cette marque d'encouragement à des ouvriers occupés à la ferme toute l'année (9). Le travail des champs est surtout un travail de bonne volonté et de cœur et, pour le bien accomplir, il faut y être encouragé. N'est-ce pas un des buts des allocations familiales? Et l'intérêt même du patron n'est-il pas de donner aux étrangers comme aux Français des avantages pécuniaires? En outre, en envisageant le côté de l'employé, ne peut-on pas dire que, si l'ouvrier étranger est chez nous, ce n'est pas de gaieté de cœur! Et, ajoutons-le sans fausse honte, dans bien des exploitations ne constate-t-on pas tous les jours que l'ouvrier étranger est d'un meilleur rende-

(9) A condition, toutefois, que leur famille réside en France. Cette condition nous semble très juste.

ment que l'ouvrier français? Loin de nous la pensée de généraliser, mais, s'il en est ainsi, nous ne voyons pas pourquoi les ouvriers étrangers, du moment qu'ils remplissent les conditions fixées par les Caisses, ne bénéficieraient pas, eux aussi, du grand bienfait des allocations familiales.

Très succinctement, nous le reconnaissons, nous avons vu comment on touche les cotisations et comment on paye les allocations. L'agriculture n'a fait qu'imiter l'industrie (sauf la base à l'hectare pour la fixation des cotisations) et comme nous ne voulons étudier le développement de l'institution des allocations familiales que dans l'agriculture, nous en avons suffisamment dit pour conclure ce chapitre en constatant que, malgré des progrès très réels et que personne ne peut nier, les allocations familiales ont eu peu de succès relativement à l'industrie. On a l'impression, plus on examine ce qui a jusqu'ici été fait en agriculture, d'être en face de tentatives pleines d'ingéniosité, mais qui, en pratique, ne donnent qu'un rendement infime. Ce n'est pas la faute des statuts, qui sont très bien étudiés, serrent la réalité de près et ne le cèdent en rien, quant à la finesse, aux statuts de l'industrie. Où donc trouver l'élément qui animera ces statuts et leur donnera la vie? C'est ce qui nous reste à étudier.

CHAPITRE V

Projet de généralisation des allocations familiales en agriculture

A notre sens, l'élément qui doit animer les statuts existants et leur donner la vie doit se trouver dans les Syndicats agricoles.

Comme on l'a vu dans un précédent chapitre, le bâtiment et les travaux publics comptent énormément de patrons de toute envergure. Et, cependant, les allocations s'y sont bien développées. Nous avons dit pourquoi : les syndicats patronaux en ont pris l'initiative et la gestion comme services annexes.

N'est-ce pas dans une politique analogue qu'est la solution du problème, en ce qui concerne l'agriculture.

Les Syndicats agricoles sont, en France, extrêmement nombreux et bien organisés. A la base, il y a les syndicats communaux; au-dessus, les syndicats départementaux ou régionaux, qui sont des unions de syndicats communaux. Enfin, au sommet, l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, clef de voûte, comme on l'a dit, de tout l'édifice corporatif.

Toute commune devrait avoir son syndicat, et ce n'est pas chose difficile d'après les spécialistes de la question. « En principe, lit-on dans un petit opuscule paru en 1922 (1), le Syndicat agricole doit être communal. Si la commune est par trop restreinte, il pourra être intercommunal, tout au plus cantonal. La question fut, jadis, assez discutée. On faisait valoir surtout la supériorité des grands Syndicats départementaux pour la défense des intérêts agricoles auprès des pouvoirs publics, pour la diffusion des procédés techniques de culture, l'achat en gros des engrais, etc. Ces arguments ont perdu à peu près toute valeur depuis la loi du 12 mars 1920, qui attribue aux Unions de Syndicats tous les droits conférés aux syndicats eux-mêmes. Par contre, il est incontestable que, dans une circonscription restreinte, comme la commune, un syndicat se recrute plus vite et mieux, se dirige plus aisément, travaille surtout plus efficacement à l'œuvre de formation technique d'éducation morale et sociale, d'organisation professionnelle, qui est sa grande raison d'être. La commune est une sorte de famille où tout le monde se connaît, vit à peu près de la même vie, a plus ou moins les mêmes intérêts... En pratique, surtout depuis la guerre, les préférences vont nettement aux syndicats communaux. Les unions ou les fédérations (départementales, régionales, et même nationales) qui les groupent les font participants de leur autorité... »

(1) « Le Syndicat agricole », p. 3. — Action populaire, 51, rue Saint-Didier, Paris 16^e.

Dans le même sens, M. Henri BRUN écrit que, « aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour donner au syndicat le cadre communal. En se bornant à la défense des intérêts agricoles des habitants d'une commune, il ne perd rien, car, pour retrouver la force que le nombre porte avec lui, il n'a qu'à donner son adhésion à l'Union régionale des Syndicats de sa région, et le voilà du coup investi de toute l'autorité et de toute l'influence de ces puissantes fédérations. Il gagne à cette modeste étendue, par ailleurs, tout ce que donne de vitalité à une association le fait de ne grouper que des gens qui se connaissent tous, dont les intérêts s'identifient généralement et que les relations de voisinage disposent à un accord parfait (2). »

Et M. BRUN ajoute : « Qu'on n'aille pas s'imaginer qu'il est difficile de constituer des syndicats communaux et de les mettre sur pied. Rien, au contraire, n'est plus simple. Il s'agit que quelques cultivateurs de la même commune se réunissent un après-midi, désignent quelques-uns d'entre eux pour administrer le syndicat. Que l'un d'eux rédige des statuts, conformément aux modèles qui circulent partout, en fasse trois copies sur papier libre, qu'il les dépose à la mairie contre récépissé, en y joignant la liste des administrateurs choisis... Et voilà notre Syndicat debout (3). »

Sans doute, il est facile de créer un syndicat ; peut-être

(2) M. Henri BRUN : « Le Domaine rural », p. 170.

(3) M. Henri BRUN : « Le Domaine rural », p. 70.

est-il un peu plus difficile de le faire vivre, d'en faire un organisme actif. La maladie du sommeil est, a-t-on dit, la plus redoutable pour le syndicat. On doit reconnaître que, en fait, les syndicats agricoles sont nombreux, actifs et remarquablement hiérarchisés.

A la tête se trouve l'Union centrale des Syndicats agricoles, 8, rue d'Athènes, Paris (9^e). Elle fut créée le 12 mars 1886, sous les auspices de la Société des Agriculteurs de France. Elle comprenait alors 74 syndicats, actuellement elle en compte 4.200 environ; elle groupait 2.000 membres au début, elle en groupe 1.100.000 aujourd'hui. L'Union se propose : de grouper les syndicats locaux isolés qui ne sont pas rattachés encore à une Union régionale et d'encourager la création de nouveaux syndicats, de grouper les syndicats faisant partie des ces unions en coordonnant les efforts de ces groupes régionaux; d'être pour eux un centre permanent de relations et de renseignements. Les services de l'Union centrale sont de trois ordres : moraux, sociaux, matériels.

Nous voilà donc en présence de deux faits : 1^o techniquement, l'on a, en ce qui concerne les allocations familiales dans l'agriculture, des statuts très bien élaborés adaptés ou faciles à adapter à toutes les conditions qui se présentent dans les diverses régions de France, statuts qui ont déjà été appliqués, dans des limites il est vrai très restreintes, et 2^o techniquement encore, l'on a des syndicats agricoles nombreux, puissants, parfaitement organisés.

De quoi s'agit-il, dès lors? Il s'agit, pour les syndicats, de donner l'impulsion à l'institution des allocations, de la prendre en main et de la lancer comme ils l'ont fait pour tant d'autres œuvres.

Que doit être, en effet, le rôle des syndicats? Et quel est-il, en fait? « Le syndicat, écrit M. BRUN, s'il remplit bien ses fonctions, est mêlé à tout, aux questions d'enseignement, de transports, d'assurances, de crédit, de vente. On ne le voit nulle part absorbé dans une tâche unique; on le rencontre partout dans la suggestion ou la mise au point de toutes les initiatives intéressantes... c'est la cellule des institutions professionnelles agricoles (4). »

Le comte de Rocquigny avait défini le syndicat agricole : une association entre agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture (c'est-à-dire tout le personnel des différents domaines d'une région) et toutes personnes exerçant des professions annexes, concourant à la production agricole, pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles.

D'après M. BRUN, intérêts économiques agricoles, c'est beaucoup trop peu dire. Le Syndicat a plus et mieux à faire que cela. L'objet du Syndicat nous paraît être l'étude et la défense, non seulement des intérêts économiques, mais aussi des intérêts sociaux et même moraux de la profession agricole. De cette définition ressort le caractère de généralité du

(4). M. Henri BRUN : « Le Domaine rural », op. cit., p. 168.

Syndicat, son rôle d'incitateur, d'animateur, d'éveilleur de toutes les institutions utiles à l'agriculture et à ceux qui s'y consacrent.

Les syndicats agricoles se trouvent aujourd'hui devant le danger suivant : la désertion des campagnes — pour les familles nombreuses, c'est-à-dire les plus intéressantes — peut être aggravée du fait que l'industrie et le commerce versent d'assez larges allocations familiales. Il s'agit de se défendre avec les mêmes armes. L'agriculture le peut, puisque de toutes les branches de la production c'est peut-être actuellement la plus prospère. La charge ne peut pas dépasser ses possibilités financières; il faut la répartir d'après des bases équitables et au mieux des intérêts généraux de la profession.

Nous ne pouvons avoir ici la prétention de mettre au point une telle organisation. Ce doit être l'œuvre commune des groupements agricoles, petits et grands. Mais voici cependant les directives qui nous paraissent bonnes à suivre.

Tout d'abord, le nouveau service annexe des allocations familiales doit être créé dans les pays de grande culture. C'est là qu'il a le plus de chances de succès, pour des raisons multiples. Les grands propriétaires sont, en général, plus avertis des questions d'intérêt général que ne le sont les petits; surtout, c'est la grande culture qui a besoin de main-d'œuvre salariée. C'est donc à elle d'essayer de la maintenir à la terre, puisqu'il y va de son avenir immédiat. Faute de main-d'œuvre, les grosses exploitations perdraient

vite de leur valeur et finiraient soit par tomber en friches, comme c'est le cas dans certains départements (Basses-Alpes, Gers même), ou par être vendues à des marchands de biens qui les morcelleraient.

C'est seulement plus tard que l'on essaierait d'atteindre la moyenne et même la petite culture. C'est une façon prudente de procéder; l'on sait, en effet, que si le succès amène le succès, il en est de même de l'échec; il entraîne la disgrâce des institutions, même les meilleures. On en a beaucoup d'exemples dans la législation sociale de la France, par exemple pour les retraites ouvrières et paysannes.

La grande culture pourrait verser des allocations aussi élevées que l'industrie et aux mêmes conditions. Ce ne serait point au-dessus de ses forces et, du coup, les familles nombreuses seraient incitées à rester à la campagne. Elles s'y logent plus facilement qu'à la ville et la vie, malgré la hausse qui s'est produite depuis 1914, y reste moins chère. Sans doute, la ville offre plus de distractions que la campagne, mais c'est surtout vrai pour ceux qui sont riches. Nous avons assisté au dépeuplement de certains coins de campagne en faveur des villes; et voici ce que nous avons vu : très rares sont les membres des familles paysannes un peu aisées qui partent à la ville pour devenir salariées; quelques-uns y vont pour prendre un petit commerce ou de petites industries et essayer d'y faire une modeste fortune. Ceux qui émigrent à la ville sont les enfants de familles nombreuses d'ouvriers, par exemple de carriers dans l'Ouest;

ils ne partent pas alléchés par les plaisirs de la ville, mais poussés par la misère. C'est là encore que se recrute aussi en grande partie le personnel domestique de Paris et des grandes cités. Quelques autres, enfin, abandonnent la campagne, parce que la vie y est devenue difficile pour eux, à la suite d'incidents fâcheux pour eux ou leur famille. Bref, c'est la difficulté de vivre à la campagne qui pousse vers les villes. Aujourd'hui, la condition des salariés agricoles s'est beaucoup améliorée, mais il faut faire attention à ceci, à savoir que la situation des propriétaires agricoles et des fermiers s'est aussi améliorée, à ce point qu'on peut se demander si, comparativement, la condition des salariés agricoles n'est pas encore très au-dessous de ce qu'elle devrait être. Avant la guerre, il n'y avait pas de fossé du tout entre le petit fermier et le domestique agricole. En fin d'année même, il arrivait que le fermier mettait moins de côté que le personnel. A tout instant l'on entendait de petits exploitants dire : « Je gagne moins qu'un domestique de ferme. » Il nous semble que les temps sont changés et qu'un certain fossé s'est creusé entre le fermier, même très petit, et le domestique agricole.

Dans les régions où les domestiques mâles de capacité moyenne gagnaient 400 à 450 francs par an, ils gagnent aujourd'hui 2.000 à 2.500 francs. C'est donc quatre à cinq fois plus, mais le petit paysan de ces régions reconnaît qu'il gagne dix fois plus qu'avant 1914.

Si la grande culture donnait aux ouvriers agricoles des

salaires égaux à ceux de l'industrie (compte tenu de la différence dans le coût de l'existence) et des suppléments, allocations familiales, primes de naissance, de même importance, il n'est pas probable que la terre se viderait, d'autant que, à la campagne, le travailleur est souvent, pour une large part, payé en nature et seulement, pour une faible part, en argent.

C'est un gros avantage dans la situation monétaire actuelle. Les salaires à la ville ont l'air d'être excellents : 25, 30, 35 francs par jour, mais, par suite de la baisse du franc, consolidée par la stabilisation, ils sont à peine à la parité théorique de 1914. Nous voulons dire par là que, comparés à l'or, les salaires actuels ne sont pas supérieurs à ceux de 1914; mais nous devons ajouter cependant qu'ils permettent d'acheter un peu plus de choses et que le salarié est, en somme, plus riche ou moins pauvre qu'avant la guerre. Cela tient à ce qu'en France la vie est moins chère, a moins monté que dans les pays à circulation d'or. Bref, et la stabilisation l'a montré, le franc est plus déprécié à l'étranger qu'il ne l'est chez nous. Mais il est à craindre que cette situation ne soit que transitoire. En tout cas, elle est favorable aux ouvriers agricoles qui, pour une large part, ne subissent pas la baisse du franc, puisqu'ils sont payés en nature. L'ambiance est donc plus favorable aujourd'hui que jamais pour lutter contre la désertion des campagnes.

A notre sens, donc, la première étape doit être la suivante : les organisations syndicales doivent créer, comme service

annexe, des Caisses d'allocations familiales dans toutes les régions de grande culture. Ces Caisses modèleront leurs tarifs sur ceux des industries principales de la région. Car, exception faite de Paris, les personnes qui quittent la campagne ne vont guère que vers les villes les plus proches.

Si, comme il est à présumer, le succès couronne les efforts des syndicats, l'on pourra alors essayer de gagner à la cause des allocations familiales la moyenne et la petite culture. Mais alors, les syndicats devront, ce nous semble, instituer des Caisses dont les statuts se rapprochent de ceux de la Caisse de *Bassigny*, c'est-à-dire que les adhérents seront à la fois cotisants et participants. C'est, au fond, la mise en commun, dans un rayon donné, des risques de naissances nombreuses. Si cette formule réussit à se faire admettre et donne des résultats importants, l'on pourra essayer de franchir une troisième étape, la suivante : les syndicats prendraient en charge, dans une certaine mesure, c'est-à-dire par exemple à partir du troisième enfant et jusqu'à concurrence d'une certaine somme par mois, jusqu'à quatorze ans, les dépenses supplémentaires qu'entraîne un nombre un peu exceptionnel d'enfants.

Se référant aux doctrines de Ricardo et d'un assez grand nombre d'économistes, l'on estime que, par la force même des choses, le salaire suffit à faire vivre l'ouvrier, sa femme et deux enfants, mais ne va pas au delà. C'est donc à partir du troisième enfant qu'il est de toute nécessité que le salaire soit majoré. Plusieurs Caisses agricoles se rattachent déjà,

en partie, à ce système, par exemple Arras, Châteaudun, Coutances, Evreux, Melun, Montpellier, Rouen... (5).

Ces caisses ne versent des allocations qu'à partir du troisième enfant, mais seulement aux salariés. Le système que nous préconisons pour l'avenir est bien plus large, puisque tout membre du Syndicat serait susceptible de recevoir des subventions à partir de son troisième enfant. Bref, la profession agricole, organisée en syndicats, ferait elle-même l'assurance des risques de maternité dépassant la moyenne, soit deux enfants.

Nous livrons ces suggestions à la discussion, n'ayant pas les éléments nécessaires pour les mettre au point... La dernière étape ne peut d'ailleurs être qu'assez lointaine, mais la première peut être abordée, semble-t-il, de suite, et avec de grosses chances de succès.

Peut-être objectera-t-on que c'est l'affaire de l'Etat de venir en aide aux familles nombreuses et de couvrir les risques de maternité. L'Etat est, en effet, intervenu en cette matière de bien des façons déjà et, tout récemment encore, avec la loi sur les Assurances sociales. Nous nous réservons de traiter cette dernière question à part; pour l'instant, citons : l'aide nationale aux familles nombreuses (loi du 22 juillet 1923), participation aux primes départementales

(5) C'est, précisément, ce que font remarquer les partisans des doctrines de Ricardo : puisque l'on ne donne des allocations qu'à partir du troisième enfant, c'est que le salaire de l'ouvrier suffit à faire vivre les deux autres. — Mais est-ce exact ?... Certains économistes modernes le contestent.

et communales de natalité (loi du 29 juin 1918), dégrèvements d'impôts, majoration de pensions, réductions diverses... Voici quelques chiffres qui montrent que cette intervention n'est pas sans importance :

Encouragement national aux familles nombreuses	50.000.000
Subventions de l'Etat aux départements et communes donnant des encouragements à la natalité	6.500.000
Déduction d'impôts	322.000.000

Bref, le Ministre des Finances chiffrait, à la fin de 1923, l'aide de la nation à la famille à 1.709.650.000 francs, se décomposant ainsi :

Allocations d'Etat	712.650.000
Exonération d'impôts	320.000.000
Réduction de tarifs de chemins de fer.....	21.000.000
Départements et communes.....	100.000.000
Allocations des entreprises privées.....	556.000.000

Des majorations ont été accordées depuis 1923 et nous avons tenu à citer ces chiffres, quoique vieux de quatre ans, parce qu'ils nous ont semblé dignes de respect; actuellement, le chiffre total doit être voisin de 2 milliards, abstraction faite toujours de la loi sur les Assurances sociales (qui n'est d'ailleurs pas appliquée encore).

Pris globalement, ces chiffres représentent des sommes énormes, mais, en fait, les bénéficiaires ne touchent que des

parts infimes, eu égard au coût de l'existence. Les possibilités budgétaires ne permettent pas actuellement de faire plus, sous peine de risquer d'abaisser la valeur du franc, ce qui se retournerait contre les familles que l'on veut protéger.

En cette matière, les doubles emplois ne sont pas à craindre, même venant de diverses mains et, pour le même objet, les subventions ne couvriront encore qu'une part des dépenses supplémentaires des familles chargées d'enfants.

L'agriculture a un intérêt primordial à s'associer, d'une manière toute spéciale et efficace, à l'œuvre de l'Etat et des unités administratives en faveur des familles nombreuses. Que lui manque-t-il, en effet, actuellement pour être tout à fait prospère et tirer du sol le maximum de rendements et de profits? De la main-d'œuvre. « Impossible de trouver de la main-d'œuvre; c'est le cri général, la plaie qui ronge quantité de domaines, au point que, dans certaines contrées, on en arrive à vendre la terre à vil prix, parce qu'on ne trouve plus personne pour la cultiver (6). » Nous avons connu une terre de 180 hectares dans le Gers, avec château en bon état, qui a été vendue 200.000 francs à un banquier de Paris, qui n'arrivait pas à trouver la main-d'œuvre nécessaire. Cette terre, excellente pour le fonds, est restée plus de quinze ans en friches. M. BRUN dit que « si cette situation n'est pas radicalement modifiée d'ici peu de temps, la cul-

(6) M. BRUN : « Le Domaine rural », déjà cité, p. 170.

ture redeviendra très vite impossible, au moins dans une certaine étendue, car on a beau construire des machines et perfectionner l'outillage, on ne pourra jamais se passer du bras de l'homme, ne serait-ce que pour les servir; les domaines alors se morcelleront, se réduiront à l'étendue que peut cultiver un ménage, se stabiliseront un certain temps à ce niveau suffisant pour faire vivre juste deux ou trois personnes, puis les familles s'éteignant petit à petit, les terres retourneront à la friche des époques barbares, tandis que la population des villes qui, pour manger, a besoin de l'excédent que produisent les domaines riches et bien exploités, criera famine et souffrira de la disette (7). »

Peut-être ces vues sur l'avenir sont-elles empreintes d'un pessimisme excessif. Les phénomènes économiques sont complexes et déroutants. A certains égards, le morcellement des grands domaines ne serait pas sans avantages, on est généralement d'avis que la moyenne et la petite culture donnent de meilleurs rendements que la grande, quoique disposant de moindres moyens.

Mais c'est un fait d'expérience que plus la culture est petite et plus celui qui l'exploite a de mal. Il est obligé de tout faire « à bras d'homme ». Que de fois n'entend-on pas le petit paysan de certaines régions se lamenter de n'avoir qu'une ferme trop restreinte et de ne pouvoir entretenir un cheval, par exemple! Il est alors à la merci de ses voisins, à

(7) M. BRUN : « Le Domaine rural », déjà cité, p. 114.

qui il doit emprunter, de temps à autre, chevaux et voitures. En compensation, il fait des journées chez les voisins, au moment des grands travaux. Un certain morcellement des grands domaines pourrait être utile, mais il ne faudrait pas aller trop loin. Dans l'Ouest, par exemple, les terres qui paraissent donner le meilleur rendement sont celles qui comptent une vingtaine d'hectares. Dans ces fermes, la main-d'œuvre familiale est aidée, en général, par deux domestiques agricoles : une femme et un homme. En définitive, pour nous, c'est la moyenne culture qui est la plus intéressante, elle n'a besoin que d'une main-d'œuvre salariée assez réduite; mais, néanmoins, elle ne peut pas s'en passer.

Pour l'instant, seules les grandes exploitations souffrent de façon aiguë de la crise de main-d'œuvre. Elles ont donc un intérêt immense à donner à leur personnel un juste salaire et beaucoup estiment aujourd'hui qu'il n'est pas de justes salaires sans allocations familiales, dès que l'ouvrier a plus de deux enfants.

Nous ne croyons d'ailleurs pas que les allocations familiales puissent suffire à résoudre la crise de la main-d'œuvre dans l'agriculture.

Admettons, par hypothèse, qu'elles soient réalisées sur la même échelle que dans l'industrie, la natalité ne serait que médiocrement augmentée; la mortalité ne serait que peu diminuée — car elle est déjà bien moindre à la campagne qu'à la ville.

Mais admettons, par contre, que l'agriculture reste, quant à cette institution, très en arrière sur l'industrie, il n'est pas douteux que les chefs de familles nombreuses s'en iront à la ville, puisque, dans certains cas, les allocations familiales équivalent, pour eux, à un doublement des salaires.

Bref, les allocations versées par l'industrie constituent une attraction extrêmement sérieuse pour la main-d'œuvre agricole, aussi longtemps que celle-ci ne bénéficie pas des mêmes avantages.

C'est l'évidence même. On n'est d'ailleurs pas réduit à des raisonnements, si logiques qu'ils soient. Au moment de l'embauchage dans le bâtiment, à Paris, les ouvriers demandent à tout instant si la maison dans laquelle ils se présentent verse des allocations. Ils n'entrent que dans l'affirmative. De telle sorte que, dans cette industrie, les non-adhérents à la Caisse de compensation sont de moins en moins nombreux. Il y va de la prospérité de leur maison. Sans doute, il est plus facile de passer d'une maison spécialisée dans le bâtiment dans une autre, que de l'agriculture dans l'industrie. Mais, dans beaucoup de métiers (la chaussure de confection, par exemple), l'apprentissage est simple et court.

Voici qui est plus décisif encore : dans le Nord, l'on voit une exode des enfants des ouvriers du bâtiment vers l'industrie textile. Et les organisations professionnelles du bâtiment estiment que la cause en est, partiellement, dans le fait que l'industrie textile donne de meilleurs taux d'allocations.

Actuellement, l'une des préoccupations principales des Caisses de compensation de l'industrie, c'est d'essayer d'uniformiser, dans la plus large mesure possible, les taux d'allocations versées par les diverses branches de la production, de façon que les unes n'aspirent pas la main-d'œuvre des autres. C'est l'un des buts des Congrès qui se tiennent chaque année et aussi de la création du Comité central des allocations familiales (31, rue Guyot, Paris), dont nous avons déjà parlé.

Cette question de l'uniformisation des taux de rémunération, dans une même région, se pose à tout instant dans la législation sociale. Par exemple, la loi du 10 juillet 1915, qui a instauré le salaire minimum dans l'industrie du vêtement pour les ouvrières travaillant à domicile, est dominée par ce souci.

Il est donc certain que si l'agriculture ne verse pas d'allocations, elle perdra une partie de sa main-d'œuvre au profit de l'industrie qui en accorde ou de l'Etat et des services concédés. C'est, comme nous l'avons déjà vu, l'application pure et simple de la loi de la mobilité du travail qui veut qu'il finisse par se porter, toutes choses égales d'ailleurs, là où il reçoit la plus haute rémunération.

Plus donc le système des allocations familiales se développera et se perfectionnera dans les services publics et dans l'industrie privée et plus impérieuse sera la nécessité pour l'agriculture de s'y rallier, sous peine de voir les chefs de familles nombreuses salariés la quitter.

Mais un fait nouveau est intervenu au début de cette année, c'est le vote par le Parlement de la loi sur les assurances sociales. Cette loi ne fait-elle pas double emploi avec l'institution des allocations familiales? Ou bien ne va-t-elle pas les faire disparaître? Il ne nous est pas possible de terminer ce travail sans envisager, même de loin, les conséquences éventuelles de cette loi à l'égard des allocations familiales.

APPENDICE

Les allocations familiales en face de la Loi sur les Assurances sociales

C'est le 5 avril 1928 qu'a été promulguée la loi sur les Assurances sociales, loi précédemment votée par la Chambre des Députés en mars 1928 et par le Sénat en juillet 1927.

Cette loi, qui a pour but de garantir les travailleurs contre le risque social (ici on oppose le risque social au risque professionnel déjà garanti par la loi du 9 avril 1898) présente les caractères généraux suivants :

« Unité d'assurance et garantie simultanée de tous les risques (maladie, invalidité, vieillesse, décès, chômage).

Forme mutualiste des organismes de l'assurance.

Solidarité de tous les travailleurs.

Caractère obligatoire pour les salariés proprement dits avec double contribution patronale et ouvrière versée par le patron.

Caractère facultatif pour ceux qui, sans être salariés, vivent du produit de leur travail. » (1)

(1) Henry SOLUS : Qu'est-ce que les Assurances sociales (1928).

Pour ce qui nous concerne ici, il faut remarquer que les agriculteurs sont compris dans le texte de la loi. Pourquoi?

Dans l'esprit du Gouvernement, cela a été fait pour assimiler les travailleurs des champs aux travailleurs des villes et éviter de creuser un fossé entre eux. On a dit aussi, et cela nous semble plus exact, qu'en encourageant les travailleurs des campagnes on les incitait à rester chez eux, et, partant, on ralentissait le dépeuplement de nos villages au profit des villes.

Une chose curieuse à noter est que la loi assimile les métayers aux salariés, à condition toutefois qu'ils ne possèdent aucune partie du cheptel et qu'ils travaillent d'ordinaire seuls.

Cette loi présente deux graves défauts : le premier, c'est qu'elle n'est pas encore en application et il est très difficile d'apprécier une loi et d'en juger les conséquences alors qu'elle n'est pas appliquée. Le législateur a, en effet, accordé un délai de vingt-deux mois et il compte sur ce délai pour améliorer certains points. Et c'est là le second défaut de la loi du 5 avril 1928 : c'est qu'elle sera retouchée. Dès lors, peut-on logiquement se baser sur des textes qui seront peut-être modifiés? Lors de la discussion à la Chambre, le Ministre du Travail avait promis un « rectificatif général » et il parlait de « quelques retouches nécessaires pour rendre acceptable » cette loi (2).

(2) Séance du 13 mars 1928. — Journal Officiel du 14 mars, p. 1446.

Pour ce qui concerne l'agriculture, une opposition se manifesta à la Chambre lors du débat et le Ministre du Travail promit, d'accord avec le Ministre de l'Agriculture, d'accepter les suggestions des cultivateurs.

« Cette loi, dit-il, a certes besoin de subir quelques retouches qui tiendront compte des conditions particulières de l'agriculture (3). »

Nous croyons savoir cependant que, malgré les promesses faites, aucune révision de la loi ne sera effectuée. C'est du moins ce qui ressort des déclarations faites en juillet dernier par M. LOUCHEUR. Un règlement d'administration publique déterminera la façon dont il faudra appliquer la loi, au besoin il la transformera, il la modifiera. Le résultat sera le même qu'avec le « rectificatif ».

Il est intéressant de savoir ce que les agriculteurs pensent de la loi. Les Chambres d'agriculture ont donné leur avis et elles sont unanimes à la « proclamer dans son texte actuel, désastreuse pour l'agriculture » (4).

Mais que vont devenir les allocations familiales dans l'agriculture?

Certains esprits pessimistes pensent qu'elles ne pourront survivre aux Assurances sociales. Ce n'est pas notre avis. D'abord, personne n'est sûr que la loi sera intégralement

(3) Séance du 13 mars 1928. — Journal Officiel du 14 mars, p. 1449.

(4) Intervention de M. le Comte de Kervenoael à la Chambre des Députés. — Séance du 14 mars 1928. — Journal officiel p. 1522.

appliquée à l'agriculture. De plus, si elle n'est pas considérablement modifiée, il est probable qu'un grand nombre d'assujettis facultatifs s'abstiendront. Mais, à supposer même que la loi ne soit pas transformée et qu'elle soit mise un jour en application dans l'agriculture, elle ne ferait pas double emploi avec l'institution des allocations familiales et nous pensons que les deux organismes pourront coexister et bien mieux se compléteront pour le plus grand bien des travailleurs agricoles.

Il y a, en effet, des différences considérables entre l'institution des allocations familiales et la loi sur les Assurances sociales.

L'inspiration n'est d'abord pas la même, alors que les allocations familiales ont pour but d'améliorer les rapports entre patrons et ouvriers, la loi du 5 avril 1928 ne recherche, au contraire, aucun rapprochement entre le patronat et le salariat, puisqu'elle est obligatoire.

Les tarifs que prévoit la loi sur les Assurances sociales sont relativement bas, de sorte que, même avec les allocations, la situation des ouvriers ne sera pas encore bien merveilleuse. Ces dernières ne seront donc pas inutiles. De plus, il y a des cas prévus par les allocations et que la loi ignore. Par exemple, la loi sur les assurances sociales ne donne le demi-salaire aux femmes en couches que lorsqu'il s'agit des ouvrières elles-mêmes, alors qu'une allocation est octroyée le plus souvent aux femmes des ouvriers, même si elles ne sont pas ouvrières.

Enfin, la loi sur les Assurances sociales ne prévoit ni pouponnières, ni infirmières, ni visiteuses, ni colonies de vacances, de sorte qu'il reste, malgré la loi, un champ très vaste pour les à-côtés des allocations.

Nous pensons donc que, loin de s'exclure l'une l'autre, ces deux institutions : l'une officielle, les Assurances sociales, l'autre privée, les Allocations familiales, pourront très bien subsister en même temps et qu'elles se compléteront.

Ce serait certainement dommage que les Allocations familiales, si belle institution née de la bonne volonté, et qui a malgré tout beaucoup fait, ne continuent pas à se développer.

CONCLUSION

Pour finir, qu'on nous permette de dégager sommairement les résultats auxquels nous sommes successivement arrivés au cours de cette étude et ensuite de montrer que, même généralisée, la pratique des allocations familiales ne pourrait constituer qu'un élément de fixation à la terre de la main-d'œuvre.

En définitive, semble-t-il, le système des allocations familiales présente des avantages d'ordre général, c'est-à-dire qui sont communs à toutes les branches de la production, étant inhérents à l'institution même : meilleure distribution des salaires, amélioration des rapports patronaux et ouvriers, prime à l'accroissement de la natalité et à la diminution de la mortalité, augmentation du rendement.

Mais il présente aussi des avantages spéciaux en agriculture : c'est l'un des métiers où la « bonne volonté » du personnel a le plus de prix, parce que la surveillance n'y est pas possible et parce que, par suite des sautes de temps, dans le moment des grands travaux, il faut pouvoir compter sur l'entier dévouement de la main-d'œuvre. D'ailleurs, à y regarder de plus près, l'agriculture n'est pas libre d'admettre ou de rejeter l'institution des allocations familiales.

C'est une nécessité pour elle, du moins dans les grandes exploitations, de l'adopter. Sinon, elle perdra peu à peu le reste de main-d'œuvre salariée qu'elle occupe aujourd'hui.

Et alors elle paiera au centuple l'économie momentanée qu'elle aura faite. Heureusement, par suite des circonstances, l'agriculture est en état de supporter la charge nouvelle qui s'impose à elle. Le bordereau des salaires n'entamera pas trop le bordereau de ses profits.

Reste la question d'organisation ; c'est là qu'est, en somme, toute la difficulté et elle réside en ceci : à la différence de l'industrie, l'agriculture n'est pas concentrée, c'est-à-dire que la terre de France compte des millions d'exploitants et sont, par conséquent, très difficiles à « embrigader » dans des Caisses de compensation, d'autant qu'ils sont plus individualistes qu'à la ville, étant moins habitués à se soumettre à des règlements.

Heureusement encore, l'agriculture est fortement syndiquée. Et ceci peut jouer le même rôle que cela.

Les allocations doivent donc devenir un service annexe des syndicats agricoles. A cette seule condition, elles sont susceptibles de prendre un grand essor. Il serait présomptueux de vouloir tracer la voie que devront suivre les syndicats ; néanmoins, l'on peut en indiquer les lignes générales : stade n° 1 : organisation des Caisses de compensation dans les régions de grande culture ; tarifs analogues à ceux des industries voisines. Stade n° 2 : organisation des Caisses dans les régions de moyenne et de petite culture, mais sous forme

de mutuelles, s'il est permis de dire, contre les risques de naissance exceptionnellement élevés (à partir du troisième enfant). Stade n° 3 : généralisation de cette dernière formule à toute l'agriculture syndiquée. Tout membre des Syndicats agricoles serait, dans cette conception, cotisant et participant; ce serait la prise en charge par la profession du risque des naissances au-dessus de la moyenne.

On voit que l'avenir pourrait réserver un singulier élargissement du système des allocations tel qu'il fonctionne aujourd'hui et qui n'est qu'une majoration des salaires pour ouvriers chefs de famille. Actuellement, les allocations familiales sont un peu un mode d'assistance, elles peuvent devenir un mode d'assurance.

Mais, même alors, les allocations ne constitueraient qu'un des anneaux de la chaîne de bienfaisance que les agriculteurs doivent façonner s'ils veulent retenir à la terre la main-d'œuvre salariée. On pourrait tout d'abord y ajouter des primes de bon rendement. Des primes de ce genre sont versées à leur personnel par MM. BOULLENGER, de Mayenneville (Oise).

Ces agriculteurs payent d'abord le salaire courant, puis le complètent par des primes d'après des barèmes très bien étudiés. Voici les résultats : le personnel est content, il travaille mieux; le rendement du domaine est fortement accru et les bons ouvriers arrivent à augmenter leurs salaires de 100 à 150 francs par mois.

Peut-être même serait-il possible d'aller plus loin et d'as-

socier les fermiers à la plus-value que leur travail et leurs dépenses donnent à la terre et la main-d'œuvre salariée aux bénéfices des exploitations. Cette participation existe dans certains pays étrangers, notamment en Angleterre. Peut-être conviendrait-il de lui faire une place dans la pratique et même dans la législation française. Pour l'homme qui doit vivre de son travail, la question des salaires est forcément au premier plan; l'ouvrier agricole s'y intéresse peut-être davantage encore que celui de l'usine. En effet, comme l'écrit M. Brun (1) : « de sa solution dépend pour lui l'aisance ou la gêne de sa famille, la possibilité ou non de constituer, par l'épargne, un petit pécule, capable, s'il peut le réaliser, de lui permettre de prendre un métayage ou une petite ferme... C'est donc, en somme, tout son avoir qui est en jeu. »

Aujourd'hui, il est difficile (mais non impossible), dans l'agriculture, de passer du salariat au patronat, même très petit. Il faut beaucoup de fonds, comme d'ailleurs dans l'industrie et le commerce. Que, du moins, le travail ait sa part dans l'accroissement du bien-être qui, sauf de rares exceptions, s'est produit depuis 1914. C'est l'intérêt bien compris des maîtres de culture. De quelque côté, en effet, qu'on examine le problème de l'exode rural, l'on est toujours ramené à y voir une question de salaires.

Quant à l'influence de la loi votée dernièrement et ren-

(1) M. BRUN : « Le Domaine rural », déjà cité, p. 118.

dant les Assurances sociales obligatoires dans l'agriculture aussi bien que dans l'industrie, il nous semble prématuré de vouloir l'étudier, d'autant que cette loi, loin d'être définitive, doit être modifiée ou par un « rectificatif », ou par un règlement d'administration publique.

De plus, les Allocations familiales ne font pas double emploi avec les Assurances sociales. Il y a des différences notoires que nous avons vues, ce qui nous permet d'espérer que l'institution des allocations familiales, dont nous avons étudié, au cours de ce travail, le développement et les progrès, lents, certes, mais certains, dans l'agriculture, continuera de prospérer et n'aura pas à disparaître. Que les Assurances sociales s'occupent des allocations, du manie-ment d'argent et que les Caisses privées d'allocations aient la liberté de s'intéresser au bien-être physique et moral des ouvriers des champs et de leur famille. Tout cela sera pour le plus grand bienfait des agriculteurs, à qui le pays est redevable de tant d'héroïsme pendant la guerre et d'une si grande part de sa prospérité dans la paix.

Vu : le Président de la thèse,
William OUALID.

Vu : le Doyen,
BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- Action Populaire.* — Le Syndicat agricole (1922).
- Agriculteurs de France.* — Brochures diverses.
- Assurances Sociales.* — Compte-rendu du Congrès national du 18 janvier 1928 (Agriculteurs de France).
- Bonvoisin.* — Les allocations familiales en agriculture.
- Boyer.* — Essais d'application du sursalaire familial et des Caisses de compensation. — Thèse. — Paris 1925.
- Brillaud de Laujardière (Ch.).* — Les Allocations familiales en agriculture.
- Brun Henri.* — Le Domaine rural.
- Bureau International du Travail.* Genève 1924. — Les Allocations familiales.
- Caziot.* — La terre à la famille paysanne.
- Comité Central des Allocations Familiales.* — Brochures diverses, annuaires, etc...
- Compte-rendu du Congrès national des Agriculteurs.* 1928.
- Compte-rendu des Congrès nationaux des Allocations familiales.*
- Douzeau.* — Le sursalaire familial et son application dans la région bordelaise ; Thèse, Bordeaux 1922.
- Ferte Jean.* — Les Allocations familiales en agriculture.
- Fonvieille.* — Allocations aux familles des militaires, Thèse Montpellier, 1919.
- Ford Henry.* — Ma vie et mon œuvre. 1925.
- Gide et Rist.* — Histoire des Doctrines économiques.
- Guesdon.* — Les Caisses de sursalaire familial. — Thèse, Paris 1922.
- Hemard Joseph,* Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Théorie et pratique des Assurances terrestres.

Isaac. — Le sursalaire familial.

Lapuyade. — Le sursalaire familial. — Thèse, Toulouse 1921.

Leveau. — Les Allocations familiales dans l'industrie du Bâtiment et des Travaux Publics, en France et à l'étranger. — Thèse, Paris 1926.

Masselin (Général). — Les Caisses agricoles de compensation pour Allocations familiales.

Molliard. — Les Allocations familiales et des Caisses de compensation. — Thèse, Paris 1922.

Picard Roger. — Le salaire et ses compléments. — Allocations familiales. — Assurances sociales.

Richemond. — Les Caisses de compensation. (Revue d'Economie Politique, 1921).

Romanet. — Le salaire familial.

Solus Henry, Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers. — Qu'est-ce que les Assurances Sociales ?

Turmann Max. — Problèmes sociaux du Travail industriel, 1^{re} série.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

Définition des Allocations familiales. — Leur justification. — Leur origine : hypothèses diverses. — Systématisation et généralisation récentes. — Statistiques actuelles d'ensemble. — Plan du travail.

CHAPITRE I	17
------------------	----

Les idées auxquelles ont obéi les promoteurs de l'institution des Allocations familiales

1) Tentative d'enrayer une hausse générale des salaires, par une meilleure distribution de ces salaires. — Exemples à l'appui. Essai de justification. — Influence des allocations aux familles des soldats mobilisés, et des mesures de rationnement sur le développement de l'institution des allocations familiales.

2) Prime possible à l'accroissement de la natalité et à la diminution de la mortalité infantile. Examen détaillé de ces points de vue.

CHAPITRE II	32
-------------------	----

Le succès des Allocations familiales dans l'industrie et le demi-échec dans l'agriculture

Statistique des Caisses de compensation dans l'industrie.

Statistique des Caisses de compensation de l'agriculture.

Statistique des taux des allocations mensuelles dans les premières et dans les secondes.

Primes de naissance, primes d'allaitement, œuvres sociales diverses. Comparaison. Commentaire.

CHAPITRE III	46
--------------------	----

*Que les Allocations familiales seraient particulièrement utiles
en agriculture, et que, cependant,
elles n'ont eu qu'un succès médiocre et lent*

L'utilité des Allocations familiales est au moins aussi grande dans l'agriculture que dans l'industrie. La question de l'exode rural. Ses causes et ses remèdes.

Pourquoi les allocations n'ont, jusqu'ici, donné que peu de résultats en agriculture. Explications diverses, les progrès politiques et sociaux débutent par les villes ; exemple à l'appui.

Tendance actuelle de l'agriculture à l'industrialisation, conséquences. Raison de plus pour adopter le système des Allocations familiales. La situation actuelle de l'agriculture lui permettrait-elle de faire face à cette charge nouvelle. Cause réelle de l'échec des allocations, absence de concentration en agriculture. Comparaison avec les mines, le textile, le bâtiment.

Statistique des diverses sortes d'exploitations. — Nombre des exploitants.

CHAPITRE IV	73
-------------------	----

Des tentatives faites en agriculture en faveur des Allocations

Examen détaillé des Caisses agricoles de compensation existant actuellement. Nombre de leurs adhérents, des familles bénéficiaires et total des allocations versées.

Compensation limitée. — Caisses mutuelles. — Caisses interprofessionnelles. — Recouvrement des cotisations. — Paiement des allocations. - Stage.

CHAPITRE V	101
------------------	-----

Projet de généralisation des Allocations familiales en agriculture

Résultat des tentatives de l'agriculture : des statuts très ingénieux, mais qui sont restés presque lettre morte. Comment les vivifier ? — Les allocations doivent devenir un service annexe des syndicats agricoles. — Exposé détaillé de ce point de vue.

Des directives à suivre par les Syndicats :

1^{re} Etape. — Création de Caisses de compensation dans les régions de grande culture avec des tarifs analogues à ceux des industries voisines, les salariés bénéficiant seuls des allocations.

2^e Etape. — Création de Caisses de compensation dans les régions de moyenne et de petite culture, les membres des syndicats agricoles étant tous cotisants et tous participants (s'ils ont trois enfants par exemple).

3^e Etape. — Généralisation de cette formule. Les célibataires et les pères de 1 ou 2 enfants contribuant à l'entretien des familles nombreuses, pépinière de la main-d'œuvre salariée future et garantie de prospérité pour l'avenir.

APPENDICE 119

Les Allocations familiales en face de la loi du 5 avril 1928 sur les Allocations familiales.

La loi n'est pas définitive, et sera sans doute modifiée. Mais elle n'exclut pas la possibilité pour les allocations familiales d'exister. Ces deux institutions ont un but différent et peuvent coexister.

CONCLUSION 125

Que l'efficacité de l'institution des Allocations familiales ne serait que relative et qu'il y aurait lieu d'y ajouter d'autres mesures ; primes de bon rendement, participation aux plus-values et aux bénéfices.

BIBLIOGRAPHIE 131

